

# SAFRONTIÈRE

bimensuel pour un hebdo de l'immigration

25 Mars 1980 N° 10

4F. 700lires 35F.B.

## BIDALOU: Juge devant ses juges



## APARTHEID: IMMIGRES DANS LEUR PROPRE PAYS

## TOGO: LA FACE CACHEE D'EYADEMA



Photo : S.N

## Pourquoi pas Pinochet ?

Suite à votre article paru dans le numéro 8 de « Sans Frontière », intitulé « Le Coran ou le socialisme », je tiens à m'élever vivement contre la publication de telles choses non conformes à un certain sens d'objectivisme et de bon sens. Peut-être, sur la base d'une liberté d'opinion et d'une démocratie (...) de « Sans Frontière » l'article-interview est paru.

En interviewant un frère musulman, n'avez-vous pas fait de cette manière un pas vers l'acceptation de groupuscules fascistes d'extrême-droite qu'en réalité ne demandent que la soumission des masses et leur contrôle ?

Cet individu qui a eu « L'intelligence » de préciser qu'il n'était pas F.M. (ce qualificatif lui fait peur, associé à sa personne) a bien fait d'étaler l'organisation, le travail et les objectifs des frères musulmans en Algérie. La réplique inattendue, il est du mieux, à mon avis, de lui rappeler certaines péripéties passées sous silence et qu'il serait utile de rappeler :

— A-t-il oublié les filles massacrées, défigurées à coups de couteaux sous prétexte qu'elles se maquillaient (signe de ressemblance à la femme occidentale !),

— A-t-il oublié les jambes des jeunes filles bouffées par le goudron et la peinture que les frères musulmans n'hésitaient pas à « peindre ». Pourquoi ? Parce qu'elles portaient des jupes courtes.

— A-t-il oublié, en juillet 1976, à Alger, les rentrées de force dans les locaux de jeunes, armés de barres de fer ?

Ne suffisent-elles pas ces mosquées où on discute les plans et méthodes d'actions fascistes (pardon, excursions) au lieu de l'existence plus grande d'écoles primaires afin d'éviter les classes super-surchargées actuellement. Et j'en passe. J'en passe de ces faits reflétant la prétendue sagesse divine des frères musulmans. La réalité dans ce pays qu'est l'Algérie est une situation catastrophique ! Il est normal pour un frère musulman de rêver à la masse algérienne, de la voir prier dans les mosquées le ventre vide, prier pour manger, pour un boulot, pour une bouchée de pain, pour scolariser, pour, pour... Reprenant des extraits de cet article tel que : « Le peuple musulman n'a pas assez pris conscience. On peut le convaincre de ce que l'on veut ». Face à cela, l'indignation est faible ! Hé oui, Monsieur « A » toute la masse arabe est en hibernation, il n'y a que les frères musulmans qui veillent. Pourquoi n'as-tu pas qualifié les ouvriers en grève un peu partout de perturbateurs, puisque tu as bien qualifié les délinquants de « vrais bandits » ou mieux encore, ceux qui s'affrontent aux forces de l'ordre pour une raison légitime d'éléments de subversion ! (Janvier Tunisie).

**sansfrontière**

Administration-rédaction : 35 rue Stephenson  
75018 Paris. Tél. : 606 15 68.  
Rédaction régionale Midi : Marseille  
4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.  
Directeur de publication : Khali Hamoud.  
Commission paritaire n° 61715.  
CCP n° 420900F Paris.  
Diffusion : N.M.P.P.  
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.

Cet article n'est autre que l'Apologie des frères musulmans justifiant une position et clamant les « objectifs de progrès » pour lesquels ils luttent. On essaye par tous les moyens de frustrer ces énergies humaines capables de transformer le monde et ses ordres établis. Cela suffit. Assez ! Depuis quand le régime algérien est un régime communiste ? Allons, allons, revenons sur terre et regardons bien en face cet ouvrier exploité, ce paysan sans récolte faute d'aide de l'Etat et ces fameux « bandits » (délinquants) sans boulot. Les frères musulmans, utilisés par la bourgeoisie algérienne, constituent un des appareils moteurs de l'Etat pour créer et renforcer la soumission et l'amorphisme. Cette période est belle et bien révoquée !

Se mettre dans le labyrinthe fou de la démocratie et de la liberté d'opinion, « Sans Frontière » ouvrira ses colonnes aux ennemis de la liberté et de l'expression populaire. Pourquoi alors ne pas interviewer dans « Sans Frontière » les groupes extrémistes F.N. et autres bien connus. Pourquoi ne pas permettre à Pinochet de s'exprimer dans un journal d'exilés chiliens ? Je ne suis pas un anti-musulmans, mais les frères musulmans ne sont autres que les valets des régimes policiers des pays arabes.

Que Monsieur A. (...) se fasse interviewer dans le « Figaro », « Le Parisien libéré », et « Minute » mais gardons « Sans Frontière » le journal des « Sans patrie », et des hommes refusés partout, même chez eux, dans leur pays.

M. Si Hocine. Paris.

## L'immigré

Le sac sur l'épaule  
De sa tête  
La tête sur l'épaule  
De sa tête  
Les idées dans le sac  
De son sexe  
Dans le sac  
De son cœur  
Dans le sac  
De ses rêves  
Et les sacs pleins le corps  
Il se demandait  
S'il devait laisser le sac  
Qui contenait son identité  
Son centre de gravité  
Ou sa tête avec son identité.  
Il opta pour ses papiers  
D'identité  
De crainte d'être refoulé  
Et refoula son identité  
De crainte d'être refoulé.

Fatiha BEREZAK

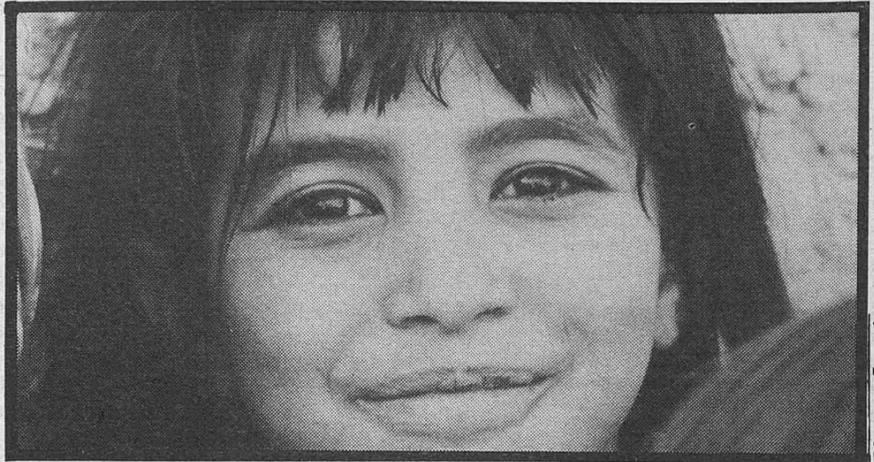


Photo : Jemai

## Diffusion blues

Chers amis,

Avant toute chose, permettez-moi de vous souhaiter bon courage ! En effet, lorsque l'on voit les moyens employés par le patronat et le gouvernement réactionnaires pour empêcher les immigrés (et en particulier les travailleurs immigrés) de s'exprimer, on comprend pourquoi un journal tel que « Sans Frontière » peut difficilement mais doit à tout prix, exister sur le marché de la presse. Tout d'abord pour sensibiliser les immigrés eux-mêmes, car l'information dans ce pays n'est guère dirigée pour eux mais aussi pour toucher les Français qui, en ne prenant pas connaissance des problèmes de leurs voisins, Algériens ou Portugais, ou de toute autre nationalité, ne s'aperçoivent pas qu'on met en place les mêmes lois pour eux, plus doucement, certes, car il est plus facile pour le gouvernement d'attaquer les immigrés souvent isolés. C'est pourquoi je suis persuadé qu'avec « Sans Frontière » l'un des moyens d'avoir un soutien aux luttes des travailleurs immigrés, est soumis au public.

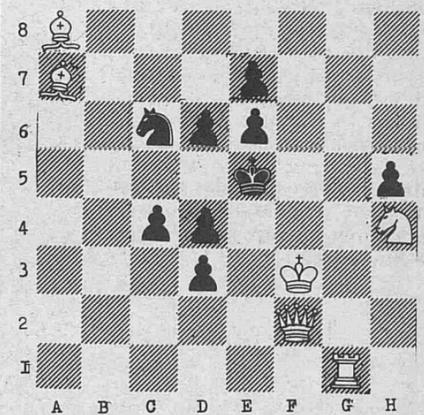
Aussi, il est vrai que le seul moyen pour un bimensuel de survivre est que le nombre d'abonnements soit assez important. Malheureusement, étant étudiant et ayant une mère veuve et malade, je ne peux me permettre, en ce moment de prendre un abonnement, ce qui n'empêche absolument pas de faire les kiosques à journaux pour trouver le vôtre tous les quinze jours. A côté de cela, je souhaiterais tout de même essayer de vous donner un coup de main ; c'est pourquoi j'aimerais que vous m'envoyiez le maximum de détails quant à pratiquer la diffusion de votre bimensuel : notamment, si vous acceptez, où devrai-je aller chercher les journaux, où devrai-je faire parvenir l'argent récolté ? Et peut-être d'autres détails qui ne me viennent pas à l'esprit en ce moment ! Vous comprendrez que, n'ayant pas d'argent et une profonde envie de vous

donner un coup de main, c'est le seul moyen qui m'est offert. Etant étudiant à Nancy jusqu'à la fin du mois de mai, je pourrais diffuser sur Nancy jusqu'à cette date. Ensuite, je serai chez moi (j'habite tout près de Hayange) et je pourrais continuer cela dans les villages voisins du mien jusqu'à octobre et reprendre à nouveau à Nancy. En espérant m'être bien fait comprendre, je vous souhaite à nouveau bon courage, bonne chance et surtout que « Sans Frontière » devienne vite un hebdomadaire.

Amicalement.

Daniel MAZZILLI

## Jeux d'échecs



### Problème N° 6

Les Blancs jouent et font mat en deux coups. Voici la position des pièces.

Blancs : Rf3, Df2, Tg1, Fa7, Fa8, Ch4.  
Noirs : Re5, Cc6, c4, d3, d4, d6, e6, e7, h5.

Solution N° 5 : Dd2.

## ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F 6 MOIS : 80 F 12 MOIS : 160 F CCP 4209.00F  
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F PARIS  
PAR AVION : 320 F

NOM : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

CHEQUE BANCAIRE  CCP

JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN  
ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f  
 JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS  
 JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE 75018  
35, RUE STEPHENSON PARIS  
CCP 4209.00F PARIS

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

SANS FRONTIERE 75018  
35, RUE STEPHENSON PARIS  
CCP 4209.00F PARIS

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : .....  
VILLE : .....

**sansfrontière**

Mardi 25 Mars 1980

# La communauté arménienne de Marseille

## 2° La diaspora et l'Arménie Soviétique : quel avenir?

3 millions d'arméniens vivent disséminés dans le monde, et la France est le pays d'Europe qui en compte le plus puisqu'on estime à 200 000 leur nombre dans l'hexagone, et 3 millions et demi vivent en URSS dont une grande majorité en République Socialiste Soviétique d'Arménie, « Soviétisée » le 2 décembre 1920, après une éphémère expérience d'une République Arménienne autonome et reconnue comme un état libre et indépendant par les instances internationales aux lendemains de la première Guerre Mondiale. Entre ces deux composantes du Peuple Arménien, les liens bien que différents et fluctuants, selon les humeurs des gouvernants, les époques et les politiques des uns et des autres, n'ont pas cessé. Ainsi, et pour la seule année 1979, la communauté arménienne de Marseille a reçu 3 grandes visites en provenance de l'Arménie soviétique : celle de Vasken Ier, Catholico et Patriarche suprême des Arméniens, celle de l'Ensemble National de chants et danses d'Arménie, et enfin celle d'une poétesse Sylva Kapoutikian. Les autorités soviétiques semblent attacher un très grand intérêt aux relations avec la Diaspora, et ce n'est pas un hasard, nous fera remarquer Jean Kehayan (arménien d'origine et auteur avec sa femme du témoignage « Rue du Prolétaire Rouge »), si le premier consul soviétique à Marseille est arménien ; Même intérêt du côté de la Diaspora puisque l'attitude à adopter vis à vis de la RSS d'Arménie, et par conséquent par rapport au pouvoir soviétique central, a partagé et partage encore les arméniens ; un moment fort de ces relations = le retour entre 1946 et 1948 de 100 000 arméniens, réfugiés dans plusieurs pays après le génocide, en Arménie Soviétique.

### Le grand retour

Au lendemain de la défaite nazie, l'Union Soviétique et la RSS d'Arménie ont grand besoin d'un apport démographique et économique extérieurs, pour compenser les pertes humaines dues à la guerre et pour participer au redressement du pays le retour massif des arméniens dispersés à la suite des multiples épreuves paraît répondre à ce besoin. La décision est prise au plus haut niveau soviétique, les décrets promulgués, et la propagande pour le retour, se met en marche. Des comités d'Immigration sont créés, auxquels participent, aux côtés des envoyés soviétiques, de des personnalités arméniennes de tous bords, y compris provenant des milieux hostiles à l'URSS, le tout béni par l'Eglise Arménienne. 7300 arméniens de France (sur 20 000 candidats inscrits) sont du voyage, dont un grand nombre de « marseillais ». Jacqueline Kehayan nous raconte avoir vu des quartiers arméniens de Marseille se vider et son frère se rappelle les groupes de jeunes arméniens qui chantaient dans les rues, heureux de pouvoir enfin repartir en Arménie, présentée par les propagandistes du Retour comme un Paradis, qui attend ses fils dispersés de par le monde.

A tous on promet une maison, un emploi, des prêts, et le respect de la propriété privée. La désillu-



Photo DR

sion sera grande à l'arrivée, et 30 ans après, on retrouve ces immigrants de 1948 ou leurs enfants, de nouveau en France, à Marseille ou à Paris ; Pratiquement tous les arméniens qui sont repartis en 1947 et 1948 sont revenus et depuis 1966 les arméniens constituent le groupe ethnique le plus nombreux parmi les réfugiés en provenance des pays de l'Est.

Pour retrouver le « paradis capitaliste » il a fallu pour les immigrants de 1947-48 survivre à la période stalinienne, quitter meubles et biens, et enfin supporter l'interminable attente des démarches qu'il faut pour quitter l'URSS : 2 Arméniens de Marseille racontent : Mélinée et Arthur.

### Notre chez nous... c'est la route

« Mon grand-père est arrivé en France après le génocide, et c'est lui qui a voulu repartir en 1947 car il voulait mourir dans son pays. Mon père l'a suivi, pour ne pas le laisser seul, par respect. Mon frère est né sur le bateau, et je suis née en Arménie, chez moi, mais à la suite d'un double accident : le départ vers la France après 1915 et le retour de 1947. Dès que Staline est mort, nous avons commencé les démarches, et il nous a fallu attendre 13 ans pour avoir l'autorisation. Nous sommes arrivés en 1965, et j'étais tellement prise par le problème de la langue que Mai 68 m'est passé par dessus la tête. Les premiers temps, je trouvais tout absurde ;

et même maintenant je trouve les gens trop froids, même à Marseille ». Il faudra plusieurs années à Mélinée et à certains arméniens revenus d'URSS ou qui viennent des « pays d'Orient » (le Liban par ex) pour se faire à leur vie en France. Raffi arménien du Liban est arrivé à Marseille il y a 2 ans. Enseignant d'arménien à la Maison de la Jeunesse et de la Culture Arméniennes de la rue Sainte Basile, il trouve qu'on n'a en France « la liberté de temps qu'on avait au Liban ». Pour lui qui a vécu 19 ans dans la puissante communauté du Liban « où tout se fait à l'arménienne, à tel point que d'autres Libanais apprennent notre langue pour vivre et commercer avec nous », le changement est de taille. Changement d'autant plus difficile que chaque départ d'un arménien du Liban ou d'URSS, vers un pays d'Occident est mal ressenti par nombre d'arméniens d'ici, car il affaiblirait ces bastions que sont les communautés de là-bas, « c'est à chaque fois une saignée, un peu de notre patrie qui se meurt ».

Mais si Raffi et plein d'autres rencontreront ces difficultés certains « nouveaux » arméniens de Marseille semblent être plus à l'aise ; Tel Arthur dont le périple ces dernières décennies est un véritable roman. Né à Marseille dans les années quarante, Arthur est reparti en Arménie Soviétique avec ses parents en 1947 ; 20 ans après, il se trouve de nouveau avec ses Parents à Marseille, ouvrier au quartier de la belle de Mai ; Entretiens, il a fallu qu'il affronte à 3 reprises (Marseille, l'Arménie puis Marseille), les difficultés

d'une nouvelle vie avec ce que tout cela comporte. Durant des heures, il témoignera ce que fut le régime Staliniens pour tous les soviétiques mais surtout pour les arméniens car « il faut que les gens sachent la vérité qu'on ne dit pas assez ; Il nous a fallu nous méfier en permanence, affronter la pauvreté et la peur, la pénurie et les queues interminables, se méfier y compris de nos propres enfants à qui on apprenait à l'époque à moucher leurs propres parents ».

Sur ces retrouvailles amères (et impossibles ?) avec la patrie, un voile pudique semble avoir été tiré durant des années, et pas seulement par les communistes arméniens. Si on ne chante plus comme lors des années quarante, les louanges du petit père des peuples, protecteur de l'Arménie, il y a une volonté évidente chez certains responsables arméniens de préserver de bons rapports avec l'Union Soviétique, et paradoxalement, nous explique Jean Kehayan « ce sont les arméniens installés, ceux qui ont réussi, qui ont les meilleurs rapports avec les autorités de l'URSS ». Leur argument principal est qu'il faut penser aux frères restés là-bas, garants de la continuité du peuple arménien, alors que la diaspora est en « constant danger d'assimilation ».

### Quel avenir dans la diaspora?

Imperméables pour nous lors de nos premières rencontres avec les Arméniens de Marseille, les changements en cours dans toute la Diaspora semblent traverser la communauté du Midi.

Pour ceux qui n'ont pas fait le voyage de 1947, deux exigences paraissent avoir rythmé leur vie en Occident : s'intégrer mais non s'assimiler.

S'intégrer, cela a signifié travailler dur, contourner l'obstacle du racisme, acquérir une respectabilité sociale. Cela a nécessité sûrement l'adaptation aux rouages sociaux du pays d'accueil. C'est visible à Marseille comme ailleurs : il a fallu s'auto-censurer, ne pas faire de vagues comme dit le Méridional (la première manifestation publique des arméniens de Marseille a eu lieu il y a 5 ans, à l'occasion de la commémoration du Génocide), taire certaines colères et parfois accepter quelques marchandages ou magouilles, marcher la solidarité de certains politiciens, aux arrières pensées électorales évidentes.

Parralèlement, il fallait lutter contre l'assimilation, conserver son arménité ; ce fut l'objectif commun de tous les partis, de toutes les associations et de l'Eglise ; l'assimilation, explique Claire Mouradian, jeune historienne, se dit « dissolution » en arménien, et « ressentie comme un danger physique, un massacre blanc, pour une minorité

déjà traumatisée par des siècles de massacres et le génocide final » ajoute-t-elle. Cette lutte a consisté en un enseignement de la langue et de l'histoire arméniennes, la création d'associations de bienfaisance, de lieux de rencontre ; cela passait aussi par la préservation des liens avec l'URSS, la tutelle soviétique étant le meilleur garant pour le peuple arménien.

Cette démarche paraît-elle de plus en plus contestée par une jeunesse arménienne peut-être moins nombreuses, mais plus active et certainement plus politisée.

### Les nouveaux Arméniens

Plusieurs facteurs ont été à l'origine des transformations en cours. La jeunesse arménienne n'a plus à affronter les difficultés d'installation et d'intégration qu'ont eues les générations précédentes, « nos parents ayant débarrassé le terrain » nous dit SETA. Le souvenir traumatisant et immédiat du génocide s'estompe au profit d'une vision plus politique dans un environnement mondial favorable aux droits des minorités

la fin des illusions qu'on a pu nourrir à certains moments sur l'Arménie Soviétique, les conséquences subies par les communautés arméniennes dans les pays comme le Liban durant la guerre civile ou l'Iran lors de la révolution Islamique, autant d'éléments qui ont joué un rôle important. Le déclenchement de la lutte armée vient cristalliser, semble-t-il, et féconder en quelque sorte tous ces germes. Lorsque le 2 octobre 75, des arméniens attaquent l'ambassadeur Turc en Autriche, on ne peut nier que cela marque le début d'une nouvelle ère dans l'itinéraire arménien, quelque soit le jugement qu'on porte sur les moyens. La multiplicité des actions armées, les réactions de l'opinion publique arménienne et mondiale en confirment l'importance. Par ailleurs, le développement de mouvements de solidarité avec les arméniens en lutte dans la RSS d'Arménie est un autre révélateur de la situation actuelle, comme on a pu le constater lors de la campagne pour la libération de Paradjanov (qui continue pour obtenir sa liberté de créer) et après le procès des 3 Arméniens de Moscou, fusillés en 79, « ce qui est inadmissible, m'explique M... c'est d'envisager calmement la fin d'un peuple, l'extinction d'une expérience collective particulière. Un monde dominé par les deux superpuissances serait triste, invivable » ; c'est ce que je retiendrai comme le sens actuel du combat arménien, qui rejoint bien d'autres combats de minorités.

KAMAL BELARBI  
MARSEILLE

## Suicides

« Philippe était un être doux, sensible et humain, il n'a pas pu supporter plus longtemps l'injustice dans son atelier (Témoignage Chrétien du 3 mars). »

« Nous l'estimions beaucoup, Khoudir parlait et souriait à tout le monde, mais il ne pouvait supporter l'injustice » (Humanité 13 mars)

Le premier c'est Philippe Marchau, 26 ans ouvrier depuis 76 aux Usines Peugeot de Sochaux. Il s'est suicidé le 8 février, laissant deux lettres. L'une pour sa famille et l'autre pour le commissaire dans lesquelles il explique les conditions de travail, les cadences, la fatigue, les problèmes financiers.

Le second c'est Khoudir Bennager, algérien, père de trois enfants restés au pays. En 69, il perd un bras à la suite d'un accident de travail. Il perd son emploi du même coup. Récemment licencié pour la onzième fois Khoudir attaque son employeur devant les prud'hommes. Mais le jour du procès Khoudir est introuvable. Il vient de se suicider.

Khoudir et Philippe ont ceci en commun de n'avoir trouvé la porte de sortie que dans la mort.

### ALERTEZ LES BEBES

Vu aux dossiers de l'écran le mardi 18 mars 1980 : débat sur la contraception.

Monsieur Joseph Pasteur :

« J'ai appris en écoutant la Radio qu'en l'an 2000, les Algériens et les Marocains seront respectivement plus nombreux que les Français ».

Madame Monique Pelletier (réagissant vivement, il fallait la voir) :

« Il faut que les Français sachent prendre leurs responsabilités ».

Moralité :

Messieurs les Français, tirez les premiers !

« Il y a trop d'immigrés ici... C'est à Koenigshoffen, quartier de Strasbourg que le Parti des forces nouvelles (d'extrême droite) a lancé une pétition. « Nous voulons vivre en Français dans un quartier paisible. On a envie tous les jours de déménager »... Autre thème : « 20 000 alsaciens sont chômeurs, 60 000 immigrés travaillent en Alsace. Il est honteux, alors que des millions de Français vivent difficilement, qu'on ne songe qu'au bien-être des immigrés »... »

Trois Turcs sans papiers de plus. Le dimanche 9 mars, venant d'Allemagne, ils ont tenté de passer le Rhin par la barre d'Istein, et se sont retrouvés coincés sur les rochers au milieu des eaux. Ils ont pu être sauvés de justesse et rapatriés à l'hôpital de Mulhouse.

## CONFECTIONS

Après deux jours de boycottage du guichet de régularisation

# Les Turcs sans papiers

La nouvelle promesse de Stoléro

La lutte des travailleurs turcs de la confection pour les papiers a pris, soudainement, un tournant en leur faveur !

Après une dernière rencontre, le 13-3, avec M. Stoléro, la commission de travail, instaurée par le gouvernement, avait été levée toujours sans accord sur la principale condition d'une régularisation : la date limite d'entrée en France, que le gouvernement maintenait au 1<sup>er</sup> juillet 1976, date qui défavorise 80 % des travailleurs turcs du Prêt-à-porter. Les travailleurs avaient rejeté cette petite régularisation et avaient demandé qu'aucune date limite ne soit fixée. M. Stoléro passant outre, annonça à l'émission Mosaique du 16 mars, la régularisation des travailleurs turcs maintenant la date de juillet 76, et l'ouverture d'un guichet de régularisation au 45 rue de la Procession (15<sup>e</sup>) pour le mercredi 19 mars.

Aucun travailleur turc s'est présenté pendant deux jours d'ouverture de ce guichet. Pour ceux qui connaissent l'importance et le rôle quasi obsessionnel que les papiers jouent pour les travailleurs sans papiers, peut-être l'épreuve de solidarité qu'ont donné les travailleurs turcs, en boycottant le guichet. Laissant le guichet et de côté, les travailleurs turcs manifestaient massivement aux Sentiers mercredi 19 mars, et se dirigeaient vers la chambre patronale. Celle-ci a refusé de faire pression sur ses membres : les grandes maisons de la confection. Il faudra donc qu'elles donnent les contrats de travail pour mener cette lutte directement auprès des grands et des moyens patrons.

Aujourd'hui, la situation de lutte des travailleurs turcs a changé. Une lettre de M. Stoléro du 20 mars à la CFDT est un nouveau élément. D'après la CFDT M. Stoléro aurait reculé non seulement sur le principe de régularisation des « touristes » ; mais aussi sur le préalable de l'examen par rapport à la situation régionale d'emploi ; ainsi que sur la date d'entrée en France qui a été supprimée et remplacée par l'idée vague d'une « ancienneté minimum ». Aussi n'y a-t-il plus question d'un examen des cas individuels, mais d'une régularisation collective. M. Stoléro parle plus généralement d'une situation « humanitaire » à prendre en considération, condition de clandestinité et de travail au noir, dans laquelle

les travailleurs auraient perdu leur « dignité d'homme », qui leur devait être reconstitué par la régularisation !

Ces termes, s'ils restent vagues, semblent viser précisément la condition collective des travailleurs clandestins qui, privés de tous les droits, n'ont pratiquement aucune existence civile. Les termes de la lettre permettent aussi bien une régularisation collective du grand nombre qu'une pratique restrictive et sélective. Aussi faudra-t-il que les conditions posées par le gouvernement d'un « logement décent » et d'une hygiène au poste de travail ne forment pas des obstacles rigides.

Le fait que M. Stoléro reconnaît la situation des travailleurs clandestins et de travailleur au noir, devait en toute logique s'appliquer à tous les travailleurs sans papiers de toute nationalité, visant en France et travaillant dans tous les secteurs. Mais est-ce l'intention du ministre, ou faudra-t-il d'autres mouvements pour reconnaître une situation qui est loin de se résumer en secteur turc de la confection.

La CFDT et les travailleurs turcs pensent que le gouvernement n'ira pas plus loin dans la précision de ses propositions. Et, de toute façon, leur mobilisation et les formes de lutte à développer décideront pour que ce soit le grand nombre. Lors de leur Assemblée Générale le 22 mars, 300 travailleurs turcs de la con-

Depuis mai 1979 un collectif d'organisations (AESF ; ASEC ; ASTI ; CCFD ; CFDT ; CSCV ; CSF ; SAF ; EGET et CIOPL) s'est constitué à Bordeaux pour lutter contre les projets de loi Bonnet, Stoléro et d'Ornano. Cette conférence de presse porte : sur les conditions d'entrée et de séjour en France, sur les conditions de délivrance des cartes de travailleurs et sur les foyers déterminés par ces projets de loi.

Cette conférence a dénoncé que la politique de Gouvernement vise à l'expulsion et à la clandestinité des travailleurs immigrés, et on assiste à une nouvelle orientation du FAS avec suppression de subventions à la FASTI, réduction des crédits. Cela sous prétexte que l'immigration est arrêtée depuis 5 ans.

Dans cette conférence de

fection se sont levés, rangée par rangée, - à commencer par les femmes assises au dernier rang - pour voter démocratiquement pour ou contre le maintien du boycottage du guichet de régularisation. La grande majorité, 227 se sont prononcés pour la levée du boycottage (contre 57) à condition que le Secrétaire d'Etat réalise ses promesses. Le lundi 24 mars, ils se sont donnés rendez-vous au Sentier pour se rendre collectivement au guichet de la rue de la Procession pour retirer les formulaires de contrat d'un an qui constitueront les dossiers. Cet événement sera suivi d'une conférence de presse.

Ensuite se dégagera la bataille à mener auprès du patronat de la confection pour gagner un contrat signé.

Un jeune travailleur termine son intervention : « on va se battre dans le Sentier ». Un autre fait l'auto-critique de leur mouvement : que la grève n'a même pas commencée, et que la prochaine fois on ne rentrera pas au boulot après la manifestation. C'est vrai, malgré les nombreuses manifestations, tout le monde a travaillé sans arrêt. La grande majorité dans la salle - sauf très peu - ont travaillé vendredi et iront travailler samedi. On se trouve quelques semaines seulement avant le Salon du printemps du Prêt-à-porter. Un mouvement dans le Sentier risque de gêner la tenue du Salon.

I.R.

## Bordeaux

Presse, plusieurs cas ont été étudiés tels que :

- Le refoulement des familles de travailleurs immigrés.

- Menace d'expulsion et expulsions de travailleurs immigrés légitimes (tunisiens, turcs, sénégalais et Ahmed Belhassous).

- Délivrance de fausses cartes de séjour et de cartes de travail des travailleurs clandestins (ex : turcs de la confection).

- Foyers Sonacotra.

- Et enfin, le projet de loi d'Ornano portant création d'un contrat de sérience. Ce projet concerne plusieurs catégories sociales : les handicapés, les jeunes, les personnes âgées et surtout les travailleurs immigrés. Le gouvernement veut mettre fin, si ce projet est voté, à ce conflit qui dure depuis plus de 4 ans dans les foyers Sonacotra. Il veut aussi se doter et doter les gestion-

## Un jeune tunisien raconte

# Marseille: février 1980

Un jeune tunisien raconte :

Je descends de l'autobus. Je marche quelques mètres quand soudain deux hommes m'accostent. L'un se met à ma droite, l'autre à ma gauche.

Ils m'entraînent dans un réduit. Là, devant l'entrée d'un bâtiment, se trouvent deux autres hommes. Cet immeuble se trouve juste en face du Centre Bourse. Ils me poussent dedans me réclament mes papiers, et me disent de décliner mon identité.

Je ne réponds pas. Je veux qu'ils me prouvent qu'ils sont bien de la police.

L'un d'eux me tend une carte. Je ne vois pas bien la photo. Elle est cachée par un ticket d'autobus.

Il me répond en enlevant le ticket : « Tiens voilà la photo, petit emmerdeur ».

Au moment où je fais le geste de sortir mon portefeuille de la poche de mon blouson, un de ces messieurs sort brutalement son revolver.

Il me met en joue : « Le moindre mouvement, dit-il, et je te descends ».

Je veux garder mon calme. Un d'eux tire le portefeuille de ma poche.

Je ne veux pas qu'ils ouvrent mon portefeuille. Je

leur demande de me laisser donner mes papiers moi-même. Ils se mettent à me fouiller. Ils vident mes poches et trouvent ma montre.

- Pourquoi ne la portes tu pas au poignet ?

- Je suis libre d'en faire ce que je veux. Elle m'appartient. Non convaincus, ils relèvent les manches de mon blouson, pour voir si par hasard il n'y en a pas une autre.

L'interrogatoire continue :

- As tu une voiture ?

- Non.

- As-tu une moto ?

- Non.

- Alors pourquoi portes tu des gants ?

- Parce que vous pensez que pour avoir des gants il faut conduire ?

- Tu réponds et tu la boucles.

L'autre continue à me fixer avec son revolver.

- Je suis vraiment étonné, je n'arrive pas à croire que vous êtes des policiers. Vos questions sont vraiment faibles.

Ils continuent à regarder mes papiers, et d'un air méprisant me disent : « File, petit jeune homme ».

J'ai accepté leur loi. Ils étaient quatre, dans un couloir, sans témoins, prêts à tirer. J'ai eu peur pour ma vie.

Cela se passait un bel après midi de février 80, il a fait très beau cet hiver à Marseille. Février est peut-être le meilleur mois. Mars et avril sont venteux et même pluvieux.

Khalidi HAMOUD

## L'Avare

Découvert qu'en 1980, que Molière avait été condamné à la censure pour « discrimination raciale », pour avoir mis dans la bouche d'un fils la réplique suivante, adressée à son père : « Comment diable ! quel Juif, quel arabe est-ce là ».

Ça se passait en 1668 dans la pièce de théâtre « L'Avare ».

Aujourd'hui « cette réplique nous aurait ramené à une actualité trop brûlante » estime le Harpa-

gon 80, Louis de Funès. Si Molière est un grand homme, c'est bien parce qu'il a pris le risque de choquer les imbéciles. Quels sont les imbéciles qui iraient en 80, se servir d'une réplique de 1668 pour alimenter le racisme ? On se la demande.

\* Pour ceux qui n'ont pas lu Molière, sachez que le dictionnaire de l'époque dit qu'un usurier est tenu pour « arabe » quand il se comporte en « avare, cruel et tyran ». (Le Progrès 6-3-80)

# La bataille d'Hayange

Les conséquences de la bataille judiciaire engagée depuis quelques mois entre la Sonacotra (société à but non lucratif) et les résidents des foyers en grève de loyers étonne de plus en plus. Dernier épisode en date, celui du foyer d'Hayange. Répondant à la demande des résidents d'obtenir un statut de locataire le tribunal de grande instance de Thionville, saisi par la dite société, ordonne leur expulsion le 10 août 1979, donnant du même coup satisfaction à la Sonacotra qui ne leur accordait qu'un droit d'hébergement précaire. En d'autres termes un droit à dormir, payer et se taire.

Saisi par les résidents, le juge d'instance d'Hayange Mr. Bidalou intervient dans l'affaire. Celui-ci cherche à définir les rapports existant entre les résidents et leur logeur et la nature du contrat qui les lie. Il en ressort qu'aux yeux de la loi, ce contrat ne peut être qu'un contrat de bail donnant aux titulaires un droit de locataire et donc un statut de locataire. Et c'est ce que les résidents réclament depuis longtemps. Plusieurs tribunaux avaient déjà appuyé cette notion. Notamment le tribunal d'Evry et celui de Bobigny en décembre 78 puis la cour d'appel de Paris dans un arrêt du 30 mai 79 fut particulièrement claire sur ce point : « Malgré les termes de la Sonacotra, les rapports juridiques des parties ne peuvent pas s'analyser autrement qu'un contrat de location à durée déterminée d'un local meublé, aucun texte ne confère à la dite société le privilège d'un statut exorbitant du droit commun des contrats civils de logement »...

Ainsi pour le juge d'Hayange tant qu'un jugement sur le fond n'est pas prononcé dans cette affaire, les résidents même expulsés (cette mesure serait aussi illégale) conservent les droits acquis de locataire, à faire valoir.

En attendant qu'un tel jugement ait lieu, le juge Bidalou prononce la réintégration des résidents expulsés le 6 novembre 79. Ses ordonnances sont annulées par trois fois par la cour d'appel de Metz, qui s'appuie sur le prétexte invoqué par la Sonacotra, celui de procéder à des travaux de réaménagement à l'intérieur du foyer. Ces travaux doivent durer jusqu'au mois de mai 80. Mais le 22 novembre 79, un protocole d'accord a été signé par les résidents, la Sonacotra, le sous-préfet et les élus locaux établissant la réintégration en mai 80 et le logement provisoire des résidents ailleurs. Une semaine plus tard, la Sonacotra dénonce cet accord et apporte de nouvelles propositions inspirées de la loi d'Ornano (cette loi officialise l'hébergement précaire pour toutes les catégories sociales françaises ou étrangères habitant en résidence communautaire). Les résidents refusent de renoncer à leurs droits de locataires et saisissent à nouveau le juge Bidalou qui leur reconnaît ce droit.

La Sonacotra répond le 7 décembre 79 en déposant une demande de récusation contre Bidalou. Celui-ci se rend accompagné des résidents et leur avocat à l'audience et exige leur réintégration sur place. Un comité d'accueil l'attendait sur

les lieux. Il y avait un représentant de la Sonacotra, son avocat et la police. On lui fit savoir que cette zone était déclarée interdite à quiconque, en raison des travaux en cours à l'intérieur du foyer. Les résidents répondent que dans un foyer de deux cents chambres, il est tout à fait possible de loger 50 personnes. Le représentant de la Sonacotra Mr Cottin leur parle d'un bulldozer pour raser l'immeuble et résoudre ainsi le conflit. Sa société saisit à nouveau le tribunal de Thionville (celui qui ordonna l'expulsion des résidents) pour protéger manu-militari le foyer. Elle obtient satisfaction. Le juge Bidalou prend alors des « mesures d'instruction » pour constater de visu les travaux en cours dans le foyer et se rend une seconde fois sur les lieux. Les policiers lui interdisent l'accès des lieux. Il décide de convoquer le préfet à son audience du 5 janvier 80 pour s'en expliquer mais à son grand étonnement il s'aperçoit que son tribunal est cerné par les CRS. Entre temps le juge Bidalou s'est rendu dans la baraque où les expulsés étaient « logés » pour les informer qu'il allait réquisitionner et mettre à leur disposition un local administratif « plus proche des normes élémentaires de confort ».

Devant le blocus instauré par les autorités judiciaires et préfectorales le juge décide de faire appel devant la jurisprudence de la cour de justice européenne. Seule voie qui lui restait ouverte. Il évoque pour cela (1) le droit communautaire reposant sur la convention européenne des droits de l'homme qui rend la condition de logement des résidents d'Hayange inadmissible. (2) Le

droit communautaire qui impose à chaque juge national « d'écarter tous les obstacles éventuels à son application ».

Il s'adresse ainsi à la presse. Ce droit qu'il est chargé de protéger et de veiller à son application doit être le même pour tous, a été de long en large bafoué, trainé dans la boue depuis le début de cette affaire. Ces hommes sans voix, jetés à la rue alors réclament les droits les plus élémentaires qui leur sont dus se trouvent écrasés devant le poids énorme et la puissance des trusts et des intérêts des grands capitaux ne laissent pas indifférents le juge. Il ira jusqu'au bout dans la défense de ces droits. Jusqu'au jour où il se trouvera lui-même trainé devant les juges et les tribunaux.

Le 12 mars il est convoqué chez le juge d'instruction de Dijon pour diffamation envers le barreau régional. Il comparait ensuite le 21 mars devant le tribunal de police de Bar-le-Duc pour répondre à une infraction SNCF. Il a voyagé en 1<sup>o</sup> classe avec un billet de seconde. Ce jour là, le train était plein à craquer. Puis le 26 mars devant la cour d'appel de Metz pour s'expliquer avec la Sonacotra.

A-t-il tort de croire que la justice doit être la même pour tous. A-t-il tort de croire que les lois qu'il est chargé d'appliquer doivent être les garants de la liberté de chacun y compris l'immigré ?

La justice de ce pays nous le dira peut être dans les jours à venir. Si les trusts et les PDG ont fait de cette justice un leurre, des hommes comme Bidalou font eux renaître un espoir...

ALI

## Racisme et lutte de classe

Amiens - depuis une semaine une grève se poursuit aux entrepôts des Coopérateurs de Picardie, où une partie du personnel a arrêté le travail par solidarité avec 3 employés qui, depuis le 11 mars font une grève de la faim.

Le conflit a commencé début janvier, suite à une altercation raciste entre deux membres du personnel

de cette entreprise, monsieur Dominique Moretti qui est délégué syndical et Monsieur Rabah Benkedidja. La direction décida de les licencier (elle ne veut pas qu'il y ait des incidents à caractères racistes entre ses ouvriers).

L'inspection du Travail refuse le licenciement du délégué syndical (tant pis pour monsieur Benkedidja) Mais la direction syndicale CGT demande la réintégration du second employé. De la rixe raciste, ils entament

solidairement une grève de la faim pour leur réintégration dans l'entreprise. Monsieur Rabah Benkedidja fut hospitalisé en urgence, mais il s'est enfui de sa chambre d'hôpital pour continuer sa grève de la faim chez lui parce qu'on voulait l'alimenter à la suite d'une d'infarctus.

Le conflit continue toujours, malgré l'état alarmant des grévistes, la direction continue à vouloir licencier, mais ceci est un prétexte pour démenteler le syndicat à l'intérieur de l'entreprise.

« Le comité d'Amiens de MRAP salue avec émotion cet acte de solidarité humaine. A Amiens aujourd'hui, l'amitié entre les peuples se vit dans ce petit baraquement de la rue Alfred Castel - Le MRAP a décidé de lancer des comités anti-racistes dans les entreprises.

A

## Gennevilliers

Samedi 22 mars à 15 heures s'est déroulée une manifestation de plus de 450 personnes de la place Voltaire (Asnières) au quartier du Port, pour demander la libération de Bouaziz - ouvrier algérien de 50 ans - délégué du foyer du Port de Gennevilliers et du Comité de Coordination, participant de la nouvelle unité citée foyer contre les ghettos de la municipalité, emprisonné depuis septembre 79 à Fleury Mérogis sur dénonciation de l'ULCGT.

Un meeting devrait se tenir le 29 mars à la Bourse du Travail. Il semble qu'il ne pourra pas se tenir

## MARSEILLE

### Expulsion de 75 immigrés d'un foyer

75 personnes, (sur ces 75 personnes, 45 seulement sont déclarées officiellement locataires) immigrés, sont menacés d'expulsion de leur hôtel situé, 15 rue Molière à Marseille. La décision sera prise jeudi 27 mars 1980 par le Tribunal d'Instance de Marseille.

L'hôtel Gounod, appartenant à la SARL Marseille Hôtelier (également propriétaire de deux autres hôtels à Marseille : 32 rue du Baïme, et 3 rue Berlioz) est plus qu'inconfortable : quatre personnes par chambre de 2m X 3m, sans chauffage ni eau chaude, en compagnie quotidienne de cafards et de punaises pour un loyer mensuel de 150 F par personne, ce qui totalise 600 F par chambre ! Naturellement, il n'est pas délivré de quittance de loyer aux locataires, sauf à ceux qui insistent après de nombreuses justifications.

Mais la commission Communale de Sécurité s'est contentée

d'observer l'existence d'un seul escalier, l'absence d'un éclairage de sécurité, la non-conformité de l'installation électrique et de rappeler un certain nombre de consignes de sécurité.

Monsieur le député, maire de Marseille considérant l'avis défavorable émis par cette commission, a signé un arrêté (n° 80/011/SG) notifiant la fermeture de l'hôtel jusqu'à sa totale mise en conformité. Il n'est pas précisé dans cet arrêté, où vont vivre les 75 locataires de cet hôtel le soir du 27 mars prochain quand aura été rendu le jugement de leur expulsion. S'il est bien évident que l'hôtel Gounod doit faire l'objet d'importants travaux de réfection, la municipalité de Marseille, ainsi que la Société propriétaire de cet hôtel se doivent d'organiser matériellement et financièrement le logement de tous les locataires.

## Colloque à Paris: racisme, antisionisme et sionisme

# Actualité du racisme

Le 15 et 16 mars s'est tenu un colloque à Paris « Racisme antisémitisme et Sionisme ».

Pour la première fois, à notre sens, une réflexion dépassionnée est menée, traitant des divers mécanismes du développement du racisme, sous ses aspects les plus brûlants. En effet les diverses contributions bien que spécifiquement étudiées et abordées pour elles-mêmes, ont permis à la réflexion générale de commencer à saisir plusieurs implications qui permettent de comprendre la dynamique du racisme dans ses nombreuses imbrications.

La première journée a été consacrée à l'étude du racisme colonial et impérialiste ; à l'aspect scientifique de l'antisémitisme : l'antisémitisme dans le mouvement ouvrier au 19<sup>e</sup> siècle puis l'antisémitisme dans les pays de l'est. Partant du mythe racial, les mécanismes du racisme pendant la période coloniale et leur évolution montrent la présence constante du corollaire domination/diminution. Pour justifier et valoriser la pénétration coloniale il fallait diminuer et réduire le schéma

d'organisation d'un peuple à des formes rudimentaires d'organisation, ou vestiges de temps anciens, devant être intégrées et « civilisées ». Cette déformation n'épargna pas la pensée marxiste qui, en considérant le capitalisme comme stade ultime du développement, biffait d'un trait les dynamiques communautaires propres, en Afrique par exemple.

comme référence collective. Le racisme anti-immigré, anti noir, anti arabe y participent en général, mais tout en faisant asséoir le racisme contemporain sur des considérations qui permettent de nouveaux référents collectifs, mais plus diffus.

Ainsi des pièces ont été versées au dossier sur la violence raciste et sa banalisation, montrant tant son soubassement institutionnel (projet de limitation de moitié de l'immigration par projection des scénarios... que sa justification idéologique, exemple : l'arabe est, aujourd'hui, en même temps le banquier (pétrole), que le gueux ou le terroriste. Traditionnellement thème fort de la propagande antisémite (le juif banquier, gueux et mielleux). Le débat a montré en cela la persistance du typage qui prend pied dans la différence), pour opposer et entretenir par l'imagerie, l'instinct à la raison. L'antisémitisme toujours prompt à se rallumer, fournit à ce sujet un itinéraire éducatif sur l'articulation du racisme dans une situation donnée. L'organisation de vie différente devient ainsi, motif à récupération et peut servir de ferment à un racisme plus violent.

Le deuxième jour le colloque s'est poursuivi avec trois thèmes principaux : judaïsme marocain, sionisme et Palestine ; les Juifs et le sionisme et le mythe de l'antisémitisme éternel.

Il a été montré au sujet des juifs marocains le rôle négatif au Maroc de l'Alliance Israélite Universelle qui, en connivence avec le régime colonial, allait saborder la participation des juifs à la lutte pour l'indépendance. A propos de la confiscation de la lutte antisémite par

le sionisme des éclaircissements nouveaux furent apportés. Le mythe de l'antisémitisme éternel permettait, en même temps que la mobilisation, une neutralisation du mythe lui-même. Manoeuvre habile, le mythe agit aussi comme éternel repoussoir.

A.G. et S.B.

### THEME ET PROGRAMME DU COLLOQUE

Samedi 15 mars : Ouverture du colloque. Impérialisme et Racisme, par Jean Yves Barrère (Cedetim). Racisme, immigration et mouvement ouvrier par Sany N'Dango. Evolution de l'imaginaire raciste par François Geret.

Débat. Présidents : Léo Matarasso. Racisme et antisémitisme, par Saïd Bouziri.

Débat. Président : Maurice Buttin. Question nationale et question juive en Europe de l'est par Ilan Halevi.

L'antisémitisme et le mouvement ouvrier français par Madeleine Reberieux.

Débat. Président : Jean Bauberot.

Dimanche 16 mars : Les causes du déracinement du judaïsme marocain par Fanny Marghy.

Le colonialisme français et le judaïsme marocain par Daniel Cohen (UJA).

Le Sionisme et la Palestine, par Eli Sambar.

Les Juifs et le Sionisme, par Ilan Halevi.

Les nouveaux racismes : Pierre Zawaqas.

Humour et Racisme, par Albert Paul Lentin.

Les mythes du sionisme, par Rudolph Bkouche.

Le mythe de l'Antisémitisme éternel par Mixime Rodinson.

Débat général, par Claude Bourdet.

# ÇA S'APPELLE: POST-COLOMB OU POSTE-COLON...

Après les éclats de mémoire de Saïd Hocine, voici ceux d'Aline. Aline est martiniquaise ; elle a 22 ans. Depuis bientôt quatre ans, elle vit à Paris. Elle dit son malaise dans les groupuscules gauchistes antillais-parisiens, qu'elle a dû quitter ; elle raconte aussi son enfance vagabonde autour de la case de sa grand-mère. Retour de mémoire, de sensibilité que le militantisme a failli lui faire oublier. Elle parle ici, à Paris, où sa peau, dit-elle, perd sa couleur, avec dans la tête et le corps, la petite fille sauvage que rien n'a réussi à encager.

Quand je suis arrivée en France, en 1976, j'ai habité chez mon oncle à Gonesse. Au lycée Lakanal, des filles auraient voulu me prendre en charge mais j'étais distante malgré moi. J'allais pas tellement chez elles. Je militais au GRS, une organisation trotskyste. J'étais coincée entre le lycée et le parti.

C'était une section antillaise de la 4ème Internationale. Il fallait être ou être les Antillais. Le samedi, on faisait les ventes à Barbès et le dimanche sur les marchés à Sarcelles, à Ivry, Montrouge, Malakoff, Kremlin-Bicêtre, c'est l'ancienne immigration. Ces Antillais ont des enfants nés en France. On allait dans les A.G. où se trouvaient les Antillais, des meetings d'organisations étudiantes à Antony et Nanterre surtout. Ils louaient des salles à Paris, rue de Rennes, Ménilmontant ; dans une salle de la rue Saint-Jacques, le REA (regroupement de l'émigration antillaise), se réunissait, et dans une rue du côté de Pigalle, la Ligue d'Union Antillaise. On était présent, là-aussi. C'était la plupart du temps, des étudiants... C'était pas les masses. Les Antillais étaient peu politisés. Ils avaient moins de problèmes que les autres travailleurs immigrés. D'ailleurs, ils ne se considéraient pas comme des immigrés. On allait souvent chez les copains, dans les boums, à Paris, à Massy, avec des groupes sportifs on organisait des fêtes. Les distributions, on les faisait dans les centres de tri postal, à Saint-Lazare. Le journal venait de la Martinique. Sur le marché de Sarcelles, un autre groupe trotskiste vendait aussi. Les gens n'achetaient pas beaucoup. Les femmes surtout s'en foutaient. Elles étaient défrisées et apolitiques. Elles n'aimaient pas les intellectuels qui venaient là, comme ça.

C'était en 1976-77. A Antony, j'étais isolée. J'avais une chambre à la cité mais j'étais trotskiste et les maos étaient les plus nombreux. Leurs ennemis héréditaires c'était nous. Pour moi, Antony c'était la cité-dortoir. J'allais à Paris pour voir des copains, des copines et pour militer. On était la caricature des groupes français. J'ai l'impression qu'on était un peu des écopés. On se raccochait à ça. Moi j'étais assez contestataire, très féministe. Je fermais pas ma gueule. Les mecs disaient toujours que je pensais comme mon mec. Je suis partie. J'ai démissionné. J'aurais voulu être active mais pas dans la ligne, d'ailleurs, il n'y avait pas de ligne.

## Je croyais que je n'avais pas ma place dans ce journal

Après, j'ai été dans un groupe de cinéma. On est allé tourner un film à la Martinique, on l'a développé ici, en 1979 on l'a projeté là-bas. C'étaient des petits bourgeois antillais. J'arrivais là, jeune et naïve. J'étais pas bien. Je suis partie. C'était un groupe

très fermé. J'allais de moi-même dans les manifestations antillaises. Ce groupe était sclérosant. Le film racontait deux journées d'une famille à la Martinique : on voyait une femme qui travaillait chez un petit bourgeois nationaliste et la famille de cette femme. C'était un film militant, d'amateurs. Je ne veux plus faire de cinéma comme ça. Je le sais maintenant. J'habitais encore Antony. J'y suis restée trois ans. J'avais quelques copines mais ma chambre était toujours une chambre dortoir. J'allais beaucoup au cinéma à Paris, au quartier. J'étais à la fac, c'était facile. Je connaissais bien le quartier latin, c'était pas loin de la fac. J'avais pas besoin de regarder un plan de métro pour aller dans un autre quartier. J'étais sur la ligne de Sceaux. Je descendais à Luxembourg et j'étais tout de suite au quartier. J'avais pas de changement.

J'ai commencé à travailler dans un groupe de femmes antillaises. Peu après, j'ai connu « Sans frontière ». Je croyais que je n'avais pas ma place dans ce journal. Mais l'enjeu de ce journal était important : faire entendre la voix des émigrés, dire leur oppression, leur exil. Lutter contre le racisme, le silence. Maintenant je travaille, j'écris un peu sur les Antilles. Je ne travaille pas avec des Français. C'est pas nécessaire. J'ai jamais eu d'histoire amoureuse avec des Français. J'aime bien des copains français que j'ai, mais c'est tout.

## Un jour, on m'a dit c'est ton père-

Je suis née en 1958 à Fort de France, à la campagne. A 7 km de Fort de France, mais c'est quand même la ville de Fort de France. On habitait une case. Le chemin était en terre battue, il n'y avait pas d'électricité, pas d'eau courante ; on allait à la source. Ma grand-mère avait possédé trois cases et une maison, c'est ce qu'elle disait. Une case était fabriquée avec des lattes de bois de cagots, en tôle ondulée, en fibro-ciment, des plaques qui se cassent facilement ; un peu bidonville quoi, mais plus joli, avec une cour, un jardin, de l'espace ; autour, les cases étaient éloignées les unes des autres. On avait une pièce en terre battue avec juste deux chaises qu'on se disputait ; moi j'étais la plus petite ; ma mère venait de mourir, j'avais quatre ans. Ma grand-mère m'a prise avec elle. Elle a eu huit enfants : l'aînée qu'elle avait laissée à l'Assistance Publique est morte très jeune, à 18 ans. Ma mère est morte à 26 ans. Elle habitait les faubourgs de Fort de France, des vrais bidonvilles. Mon père, je crois qu'il a eu plusieurs enfants. Un jour, on m'a dit à l'école — c'est ton père. Il m'a dit de lui faire une liste pour m'acheter ce dont j'avais besoin. J'ai pas fait de liste et lui n'est jamais revenu. Ma grand-mère n'avait pas de mari. Elle achetait des légumes, des cocos, des herbes, des piments qu'elle revendait au marché de Fort de France, en ville, près du canal. Elle partait en autobus le matin.

Ma mère travaillait en commune

chez un oncle boulanger. Mon père l'a rencontrée là. C'était un mulâtre coureur de jupons comme beaucoup. Avec mon père, un jour où on est allé voir les parents de mon père, ils savaient pas que j'existais. Ma grand-mère m'élevait avec cinq autres enfants à elle. Un jeune oncle apprenti-peintre donnait un peu d'argent. J'ai un autre oncle qui est parti et qui s'est engagé dans l'armée. L'une de mes tantes, institutrice, nous a aidés aussi. Elle s'est mariée et elle est allée au Lamentin où on a habité quand ma grand-mère a été expulsée de sa case. Au Lamentin, la case était cimentée ; il y avait l'eau courante et les sanitaires.

## On habitait la case de ma grand-mère

Dans la case de ma grand-mère, on avait une salle et une chambre. Le garçon dormait dans la salle sur un lit en bois. On l'appelait le canapé. Dans la chambre, ma tante dormait dans un lit et ma grand-mère dans un autre lit avec ma dernière tante. La fille de ma tante, institutrice, dormait près du grand lit dans un berceau et moi par



PHOTO DR

terre parce que je faisais pipi au lit. Je dormais sur des vieux coussins de voiture. Je mettais des vêtements dessus. Le matin, je roulais tout ensemble et je rangeais mon lit dans une vieille case à côté.

Je me levais au petit soleil du matin. Parfois des militaires venaient par là faire des manœuvres vers les bois. J'étais toute petite ; je voyais leurs grosses chaussures et ils nous envoyaient des petits carrés de chocolat. Un jour j'étais avec ma mère à Fort de France dans les faubourgs. Il y avait des militaires blancs debout sur le trottoir. Je suis passée au milieu d'eux et ma mère a rouspété. J'étais révoltée : pourquoi je devais aller dans la rue à cause de ces soldats ; pourquoi c'était moi qui devait changer de chemin et pas eux. On les voyait toujours, surtout les gendarmes. Ma tante avait tellement peur d'eux... elle courait se cacher si elle en voyait un ; moi je les bravais. Les petits soldats blancs venaient souvent par là chercher de l'eau, regarder les filles...

On habitait tout près de la route. La cour en terre battue arrivait presque à la route jusqu'à une sorte de rigole. Des deux côtés, il y avait une haie d'ibiscus et puis des arbres : des manguiers, des pouadiers, des bambous, des arbustes. Derrière la case, la cuisine c'était une pièce d'une vieille case. Il y avait une table en bois où on

faisait la vaisselle. Puis un premier niveau avec des arbustes : piments, papayes, un arbre à pains : plus bas d'un côté encore des arbustes et de l'autre les sanitaires : on creusait un grand trou dans la terre, on mettait un fût en tôle ondulée on plaçait un bois dessus. Il n'y avait pas de case. On jetait les pots de chambre. Sauf les garçons quelquefois. C'était en contre-bas et autour il y avait des bambous, des arbustes à graines, des bananiers c'était pas désert. En bas dans le grand jardin on plantait les ignames (on appelait *en-fond* on disait — je vais *au-fond* —), les légumes à soupe.

Dans le jardin il y avait un pied de prunes de Cythère : c'était les plus belles du quartier. On pouvait les manger vertes ; on en fait des jus ; mères elles étaient jaunes et grosses. Ma grand-mère et mes oncles cultivaient ce jardin et l'autre : le potager où poussaient les carottes, les navets, les radis, les tomates... Moi aussi au Lamentin j'ai cultivé le jardin. Je plantais des légumes, des fleurs, des melons.

## La lampe de la vierge

On avait aussi des potirons, des fruits des oranges, des papayes. Parfois des melons et des pastèques. Tout ça c'était pour nous. Ma grand-mère vendait ce que les paysans lui donnaient à vendre au marché surtout des légumes à soupe. Elle vendait aussi des rameaux pour la fête des Rameaux. C'était des branches qu'on bénit et on les cloue au-dessus de la porte. Ma grand-mère en avait chez elle. Les feuilles sont rigides et les bouts piquants. Ma grand-mère avait aussi la lampe de la vierge. Les enfants devaient l'allumer chaque soir : c'était un bol plein d'huile, tu mets un bouchon de liège avec du papier chocolat autour ; au milieu tu fais un trou, tu places un coton en forme de mèche et tu allumes. Le soir il faisait noir dans la chambre. Il fallait chercher le bol à taton. On n'avait pas d'électricité. On avait peur.

J'allais pas à la ville avec ma grand-mère ; une fois par an pour voir le médecin, c'est tout. Je restais à Poste-Colon ou Post-Colomb. J'allais avec ma grand-mère à la rivière pour la lessive — elle faisait la lessive des autres — ou je restais avec elle ; elle repassait, elle lavait dehors. J'étais là. Quelquefois, j'allais chez un vieux voisin au fond, au fond dans une case isolée. Il parlait de la guerre 14-18 : j'aimais bien. Il avait des moutons et des poulets. Nous aussi on avait de temps en temps un mouton, un cochon.

## Le Sacré-cœur Montmartre de Balata

Pour aller à l'église il fallait passer par les mornes. On mettait pas nos chaussures jusqu'à la route goudronnée avant on lavait nos pieds dans la rivière.

L'église, il fallait y aller tous les dimanches avec des chaussures vernies qui nous faisaient mal. L'église était sur un morne il faisait un peu frais à cause du vent. On mettait les robes du dimanche que ma grand-mère cousait — elle avait été couturière, jeune. Mais les gens ne payaient pas. Elle faisait du crochet, des couronnes de mariées très belles. C'était des robes de coton blanc à pois

rouges, avec des manches ballon, serrées à la taille avec des plis en biais, des dentelles. Quand la robe était usée, on allait à l'école avec et quand elle se déchirait on la mettait pour la maison. J'avais une robe rouge, plusieurs blanches, une à carreaux bleus, des jupes qu'on faisait avec le tissu des grands, des guimpes. Ma grand-mère avait une vieille Singer : elle travaillait sur une petite table, et moi je tournais la machine pour elle. Ses modèles elle les avait dans l'œil. Les tissus elle les achetait chez les Syriens et les Libanais, en ville. Vers 9-10 ans je voulais plus aller à la messe. Ma tante me surveillait pour que je dise — je crois en Dieu — je le disais pas. L'église c'était comme le Sacré-Cœur de Paris, elle s'appelait : *Sacré-Cœur Montmartre de Balata*. J'ai été baptisée, et j'ai fait ma communion là.

## A l'école on était des « petits négrillons »

L'école, on y allait à pied. On voulait pas mettre les chaussures en plastique, les chaussures du Tiers-Monde ; on les enlevait. Plus on descendait, plus les maisons étaient belles. La route était bordée de mahoganis ; à la saison sèche les feuilles tombent, ça faisait comme en automne ici ; on marchait dedans, des feuilles jusqu'aux genoux, pieds-nus. L'école était en bois jusqu'à mi-hauteur et au-dessus des croisillons. Quand on nous mettait debout avec les mains sur la tête, on voyait la rue. Elle ressemble un peu à une écurie. Maintenant les écoles sont en planches blanches et vertes. Les maîtresses d'école étaient antillaises, des petites bourgeoises. Une fois on a eu une bête, elle s'appelait : De Négri ; elle nous pinçait la peau du ventre et des joues. Pour les autres on était des petits négrillons. Elles disaient qu'on sentait la sueur de petit oiseau : l'odeur de petit oiseau ça sent mauvais. Moi j'allais chercher les nids. Ça sentait les oiseaux, les plumes d'oiseau. On a eu aussi une vieille fille mulâtresse qui nous donnait des coups de règle sur les doigts. On croissait les doigts pour corriger le sort. J'étais tellement indisciplinée. Celle que j'aimais bien était un peu grosse ; elle venait de commune, une fille de pauvre : Mademoiselle Paquette.

Mes oncles nous envoyaient des lettres de Nancy, de Metz. Ils écrivaient à toute la famille et dans chaque lettre ils mettaient un billet de dix francs. C'était pas la même monnaie à l'époque dans les années 60-70. Sur les billets chez nous c'était les régimes de bananes, les Martiniquaises. Les billets de France on les dépensait, comme ça on savait qu'on les avait eus de France. Moi, la France je voulais pas y aller mais les enfants qui revenaient de France ils se croyaient toujours plus forts et nous on le croyait aussi. La radio on l'écoutait c'était la radio de France. J'ai jamais voulu partir. Quand ma grand-mère a été malade on est allés habiter chez ma tante. C'était difficile. Ma grand-mère était partie en France. Elle est revenue. Moi je militais déjà chez les trotskistes alors je ne voulais plus quitter la Martinique. Finalement pour continuer en philo j'ai eu une bourse pour aller en France. Moi, si je partais c'était pour revenir. Je vais quitter Paris. Je pars à Cuba. Je veux faire du cinéma, de la mise en scène, du beau cinéma. Car j'aime mon pays, je le connais et je veux lui être utile.

Propos de Aline N'GOALA, recueillis par Leïla SEBBAR

# Gafsa: «sauver les prisonniers»

Le vendredi 14 mars s'est ouvert le procès tunisien qui ont été à l'origine du soulèvement armé de Gafsa. Inculpés d'atteinte à la Sécurité extérieure et intérieure de l'Etat ces militants sont passibles de la peine capitale. Deux membres de l'Assemblée Nationale ont déjà annoncé la couleur du verdict. Ils réclament des peines « exemplaires » et « sans pitié » la peine de mort. Face à cette nouvelle forme de résistance en Tunisie le pouvoir a cherché à minimiser la portée de ce mouvement.

Sur les 300 personnes arrêtées lors de l'Etat de Siège, 66 seulement vont être déférés devant la cour de sûreté de l'Etat dont 7 en fuite et un hospitalisé (s'il n'est pas sous la torture, ou pas déjà mort) (Ghodhani). Les autres seront présentés ultérieurement devant des juridictions de droit commun (criminelles ou correctionnelles). Le recours à la torture systématique des accusés et le bafouement des règles juridiques élémentaires semblent avoir

été la règle.

Le maître Alain Roustan, mandaté par l'association Internationale des Juristes démocrates a souligné lors d'une conférence de presse tenue à Paris, juste après son retour de Tunisie, les conditions de détentions répressives des accusés, et l'absence des garanties élémentaires : « Plusieurs accusés se sont plaints d'avoir été torturés et battus. Certains n'ont pu dormir depuis leurs arrestations parce que liés 5 par 5 dans une même pièce... Ahmed Marghni a été présenté au juge d'instruction enchaîné et pieds nus. Et aucun des accusés n'a pu recevoir de visite de sa famille ou de son avocat depuis son arrestation et jusqu'à l'ouverture du procès. Ces manquements graves aux droits de la défense ont suscité des protestations des familles et de l'Association Tunisienne des jeunes avocats, parce que aucun des avocats mandatés par l'Association internationale des juristes démocrates n'a été autorisé à assister aux débats.

Au total, ajoute Roustan, nous pouvons affirmer que le procès qui se déroule porte gravement atteinte aux droits de la défense et aux droits de l'homme.

Pourquoi donc tant de précautions, et le huis clos ? Les insurgés de Gafsa ne sont-ils donc pas un ramassis de mercenaires à la solde de l'étranger ?

En fait depuis l'interrogation télévisée de A. Marghni à la télévision, en dépit des coupures, des éléments essentiels se sont clarifiés. On apprend qu'il s'agit de 28 hommes pénétrant par l'Algérie et non d'une cinquantaine venue de la Lybie. Que ces 28 hommes aient pu tenir la ville quatre jours. Voilà qui en dit long sur « l'implication des habitants de Gafsa », que les infiltrations se sont faites en 2 fois à intervalle de 8 jours ; au cours du mois qui a précédé l'action, le 3 janvier les 2 groupes étaient réunis à Gafsa, Izeddine Cherif y faisait quotidiennement ses courses et

entretenait, des rapports avec la population et commerçants. Il faisait des courses pour tout le groupe.

Lorsqu'on sait qu'il s'agit de sa ville d'origine et qu'il est assez connu à Gafsa on imagine facilement qu'il jouissait d'une protection de la part de ses concitoyens.

De nombreuses indications tendant à prouver aussi que des douaniers, policiers et des militaires ont appuyé le mouvement.

Certains comparaissent d'ailleurs devant la cour. Du point de vue idéologique on apprend l'appartenance du groupe à une idéologie de type nationaliste, arabe, et l'affirmation politique de leur action. ce qui fait voler en éclat la thèse des mercenaires. Enfin la condamna-

tion du régime Kadafi semble avoir rencontré un intérêt plus particulier chez la population.

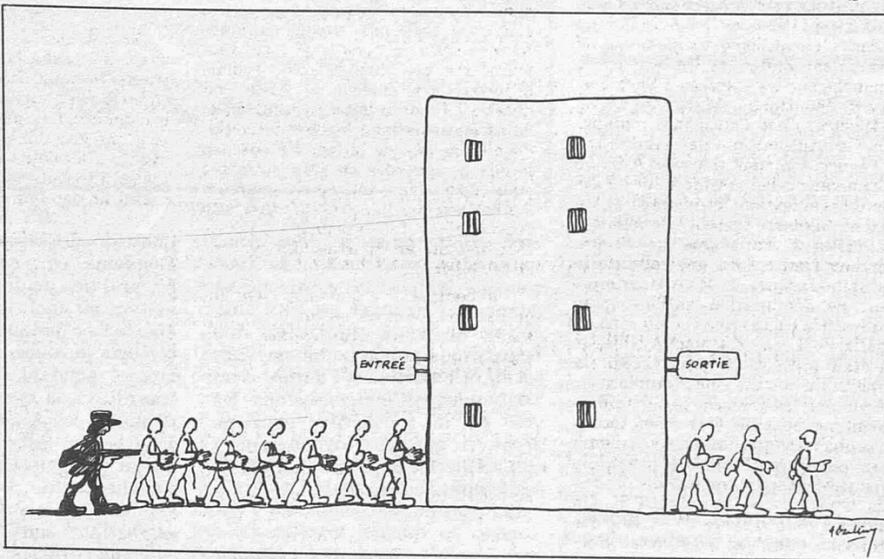
Marghni, tout en étant lié à la Lybie visait à utiliser sans pour autant s'aligner sur la politique du colonel. Il ne souhaitait pas un tel régime pour son propre pays. On était en présence d'un homme serain, conscient de ses actes, et assumant pleinement cet acte politique en lui donnant une nouvelle dimension : l'action armée.

Si, l'opposition légale ne semble guère apprécier de telles conceptions violentes et attend toujours une ouverture qui ne vient pas, une partie de la population a été sensible aux événements. Elle s'est exprimée par des actions d'enver-

gures limitées mais révélatrices du climat régnant en Tunisie (Incendie du Palais de Justice à Tataouine... par des inconnues, grèves des étudiants...etc...)

La répression du pouvoir est à la mesure de ces mouvements : rafles, couvre-feu dans le sud, arrestations, la mauvaise récolte aidant, tout cela annonce un horizon d'instabilité profonde. Le pouvoir, loin de confronter les vrais problèmes, opte comme toujours pour la répression. Tout en dénonçant l'ensemble de cette politique il est temps que tous les démocrates œuvrent pour faire échec au verdict de mort qui se trame à Tunis à l'encontre de ces prisonniers et qu'il faut sauver à tous prix.

S. K



## Le Maroc d'aujourd'hui: une prison qui s'ouvre et se referme

Il est assez courant de qualifier le Maroc de pays des contrastes, et à voir les événements survenus tout au long de ce premier trimestre 1980, les droits de l'homme non plus ne semblent pas échapper à ce qualificatif. Le 6 mars, les prisonniers politiques de Meknès « en détention préventive » depuis 3 ans déclenchent une grève de la faim illimitée, revendiquant leur libération ou leur jugement immédiat. Le 8 mars, 47 d'entre eux sont mis en liberté provisoire, et le 20 mars 6 autres dont Belkibir, ex-président de l'UNEM sont à leur tour mis en liberté provisoire - 53 donc sont libérés et vont être jugés dans les semaines qui viennent, par petits groupes et dans des villes différentes, pendant que 10 autres sont isolés les uns des autres, dispersés dans plusieurs prisons, et continuent, aux dernières nouvelles, leur mouvement de grève. Ainsi le poète Abdallah Zerrika se retrouve à Casa alors que Najib Bribri est isolé à Khémisset, un autre groupe étant enfin transféré à la prison d'El

Alou à Rabat (voir Sans Frontière N°3)

A ces 63 prisonniers, on semble donc préparer des procès rapides et disjointes les uns des autres. Mais par contre rien n'a filtré sur le sort réservé aux 26 prisonniers (originaires du Sahara) de Meknès qui revendiquent leur « appartenance au peuple sahraoui » et défendent les thèses du Front Polisario. Leur procès ne semble pas près de se tenir et on ne peut écarter l'éventualité de leur comparution devant un tribunal militaire.

Par ailleurs, Abraham Serfaty (souffrant de la maladie de Reynaud et privé d'un traitement approprié) est condamné à la détention à vie, et Abdellatif Laabi (condamné à 10 ans, est atteint d'une maladie rhumatismale) vont être jugés de nouveau le 10 avril pour les faits remontant à 1972, et ceci au moment même où le gouvernement marocain s'est engagé à accepter la constitution d'une équipe médicale franco-belge-marocaine chargée d'examiner l'état de

santé des prisonniers politiques de Kénitra et de Meknès. Cette commission qui va se réunir dans les jours qui viennent, doit se rendre au Maroc début avril.

Parrallèlement à ces victoires pour les droits de

l'homme, on a assisté à une recrudescence des arrestations et des procès visant indistinctement militants de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) et de la Confédération Démocratique du Travail, activistes musulmans et jeunes étudiants soupçonnés d'appartenir à des groupes clandestins.

Le 7 mars, 16 grévistes de l'usine Coca-Cola en grève depuis le 21 janvier étaient arrêtés.

Le 10 mars, 16 grévistes de l'usine Coca-Cola en grève depuis le 21 janvier étaient arrêtés.

Le 10 mars, Mohammed Chaouki président du conseil municipal d'IFNI et

membre de l'USFP, était condamné à 2 ans de prison ferme. Le même jour, Boukri président de l'UNEM, échappa à une tentative d'assassinat alors qu'il se rend à motocyclette au siège de l'organisation étudiante. Durant la même période se tiennent plusieurs procès d'étudiants et de lycéens arrêtés lors de grèves, et plusieurs témoignages confirment l'arrestation de jeunes activistes musulmans. Par ailleurs le Bureau International du Travail vient de rendre son avis sur la plainte déposée par la CDT contre le gouvernement marocain, suite aux arrestations et licenciements massifs qui avaient suivi les grèves d'avril 1979 au Maroc.

Ces violations du droit syndical avaient été consignées par la CDT dans un livre blanc que Sans Frontière avait déjà signalé. Dans son avis, le B.I.T demande au gouvernement de Rabat de reconsidérer son attitude face aux centaines de grévistes arrêtés, torturés et qui sont sans travail depuis un an.

Kamal BELARBI

Liste des prisonniers Saharais de Meknès

Nom	Prénom	Né le	Lieu	Arrêté le	Lieu	Profession
Tati Fouad		1934	Ouedségia	10/11/77	Layoune	Retraité
Dimaoui Habib		1948	Goulimine	27/5/77	Agadir	Fonctionnaire
Didi Ahmed		1951	Layoune	10/6/77	Agadir	Fonctionnaire
Filali Habib		1953	Hagounia	4/11/77	Tan-Tan	élève
Mouthig Med		1953	Kouline	25/7/77	Agadir	ouvrier
Ehna Med		1953	Assa	21/5/77	Rabat	Etudiant
Mouthig Hasan		1953	Goulimine	18/5/77	Agadir	Etudiant
Briche Med		1954	Assrir	17/5/77	Rabat	Etudiant
Rgibi Med		1954	Saghiet	17/11/77	Tan-Tan	Professeur
Filali Ahmed		1954	Houkounia	4/11/77	Ta-Tan	Professeur
Daoued Brahim		1954	Tan-Tan	4/11/77	Inzkané	Elève
Dimaoui Abdess		1955	Goulimine	27/5/77	Tan-Tan	Fonctionnaire
Abou Khaled		1954	Taroudant	31/10/77	Tan-Tan	Etudiant
Dah Moustafa		1956	Tan-Tan	14/11/77	Rabat	Fonctionnaire
Saïdi Med		1956	Agadir	4/11/77	Inzekane	Elève
Mouthig Hassan		1956	Casa	17/11/77	Agadir	Etudiant
Kaoudi Med		1957	Okda	19/11/77	Rabat	Etudiant
Daoudi Med		1957	Sidi Hiab	4/12/77	Casa	Etudiant
Bouda Anki		1957	Goulimine	14/11/77	Rabat	Elève
Selmani Ahmed		1957	Akim	14/11/77	Tan-Tan	Elève
Hançali Mbarek		1957	Layoune	4/11/77	Tan-Tan	Etudiant
Mima Mahjoub		1958	Goulimine	13/12/77	Agadir	Elève
Mouthig Ali		1958	Goulimine	14/11/77	Agadir	Elève
Bouri Najem		1953	Houkounia	16/6/77	Goulimine	Commerçant
Selmi Med		1953	Houkounia	16/6/77	Goulimine	Chômeur
Ahl Boubaker		1953	Houkounia	16/6/77	Tan-Tan	Chômeur

# TOGO: la face cachée...

Pour n'avoir entendu que des seuls Amin Dada, Macias Nguéma et Bokassa Ier, il est en Afrique, des régimes que l'on supposerait plutôt paisibles. C'est le cas de celui de l'ex-sergent (aujourd'hui général) Etienne Gnassingbé Eyadéma au Togo. Or, dans ce dernier pays qui, de janvier 1967 (date de la prise de pouvoir par Eyadéma) jusqu'en décembre 1979, était dirigé sans le moindre texte constitutionnel, le terrorisme d'Etat et le pillage sont également érigés en système de gouvernement. On ne peut dès lors que comprendre le sentiment de peur et de crainte qui a cours parmi les populations.

A Lomé, la capitale, chacun vaque à ses occupations mais évite, autant que possible, de parler à ses voisins et, plus encore, à un étranger. Dès qu'on pose une question qui, même de loin, touche à la politique, les Togolais deviennent amnésiques ou jouent habilement les sourd-muets. A priori, cette curieuse circonspection des Togolais pourrait surprendre. D'autant plus qu'ils sont quotidiennement invités par les médias officiels à dénoncer les « citoyens égarés », les ennemis du Togo nouveau, révolutionnaire et authentique » que sont les opposants réfugiés à l'étranger.

Et si, par moment, un Togolais retrouve l'usage de la parole, c'est pour vous dire que cette propagande gouvernementale n'a fait que multiplier le nombre de dénonciation et créer un climat de suspicion qui sévit jusque dans les familles. Ainsi, M. Savi de Tové, ex-directeur de la CFAO, récemment condamné à 40 ans de prison, aurait été dénoncé par son propre frère. Tout ceci explique que chacun veuille se tenir à distance de l'entrelacs des conversations ayant plus ou moins trait à la politique; seule façon de ne pas servir de cible aux éventuels délateurs.

Car, nous a-t-on dit, « il suffit qu'un de vos parents ou un de vos voisins avec lequel vous avez eu des mots, se rende au siège du parti ou à la sûreté et vous accuse de n'importe quoi pour que vous soyez embarqué. On ne compte plus ceux qui ont été, arrêtés pour avoir prétendument tenu des propos injurieux contre le « Guide » ou pour un motif quelconque.

Pourtant, au premier abord, Lomé ne semble pas quadrillé par un dispositif policier important. Les nombreux contrôles de police qui se font sur les routes, la nuit de préférence, sont surtout le fait d'une horde d'agents qui cherchent à arrondir leurs fins de mois en rançonnant les conducteurs. De même, les policiers fraîchement recrutés sillonnent-ils les rues de la capitale, mais sans adopter d'attitude particulièrement répressive. Oui... mais, il suffit d'un

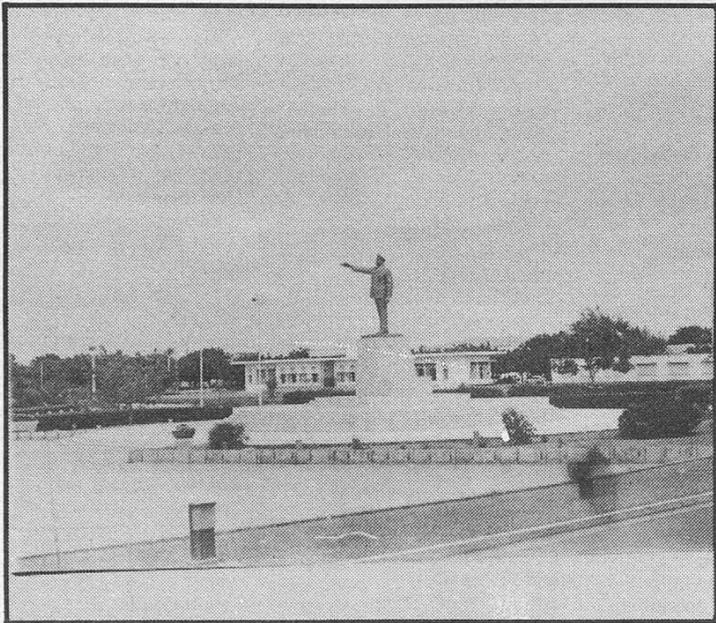


Photo : S.N Statut d'Eyadéma construite par les Nord-Coréens.

bref séjour dans le pays pour comprendre que l'image de marque que le pouvoir essaie de se donner à l'étranger est aux antipodes du vécu quotidien des Togolais. On chercherait en vain les signes marquant l'aurore d'un Togo nouveau, engagé dans les voies de la prospérité, pour ne découvrir que des citoyens livrés à eux-mêmes et en butte aux offenses les plus cuisantes.

## La misère des enfants

Dans les rues de Lomé, notamment dans le quartier de Nyekonakpoé et sur tout le périmètre de Kodjoviakopé qui va de la gare au grand marché situé à proximité de la cathédrale, le spectacle de la misère vous saute aux yeux. Des enfants, des quantités d'enfants de six à sept ans, voire plus, traînent là, couchés par terre et mendient ou tentent désespérément de vous vendre des cacahuètes, des Ablow (1) ou autres bricoles, à cinq, dix ou quinze francs le paquet.

Certains, nous a-t-on dit, cherchent à se procurer ainsi les quelques sous qui leur permettent de payer leur scolarité - leurs parents, démunis et ayant la charge d'autres enfants, étant bien incapables de le faire. Dans les mêmes lieux, ce sont des chômeurs qui vous accostent à tour de bras, le visage gêné et presque suppliant, pour vous demander une maigre pièce de 100 francs CFA (2). Sans arrêt ils déambulent devant les établissements commerciaux - vainement le plus souvent car, sur les portes de la plupart des entreprises, un panneau est accroché : « Pas d'embauche ».

Dans le quartier de Tokoin, le plus peuplé de la ville, où se trouve le cantonnement du régiment d'infanterie et où réside -

question de sécurité - le général Eyadéma, ce n'est pas mieux. Il est vrai que de dévoués serviteurs évitent au chef de l'Etat ce triste spectacle : lorsqu'il passe avec son cortège, la route, sur cinq kilomètres et pendant deux heures, est interdite à la circulation. Comme Mobutu - le « Guide » zairois à qui il voue une telle admiration qu'il lui a emprunté le thème de l'authenticité -, le général ne veut pas voir ses « sujets » misérables et estime sans doute que les slogans suffisent à les nourrir.

## Les pourchassés du régime

Cette misère pousse, bien entendu, un grand nombre de Togolais à s'expatrier. Mais, en vérité, nombreux encore sont ceux qui fuient clandestinement vers le Bénin, le Ghana ou la Côte d'Ivoire par crainte de représailles politiques. Une grande partie de ces exilés sont originaires du Sud-Togo, peuplé essentiellement de Minas et de Ewés, lesquels ont, plus que quiconque, toujours résisté à Eyadéma. On comprend d'ailleurs qu'ils prennent le chemin de l'exil, car l'une des constantes de la répression au Togo est la punition collective. Tous les membres d'une famille sont indistinctement persécutés, si un des leurs s'avérait être un opposant ou venait à exprimer un désaccord sur la conduite des affaires publiques.

Et parmi ces sudistes, les plus visés par la police du « Guide » sont tous ceux qui portent les noms à consonnance portugaise, et ils sont des milliers dans ce cas. « Il y a dix mois, nos a confié un diplomate en poste à Lomé, cette chasse aux sorcières étaient à son paroxysme.

Tous les jours, de véritables appels au lynchage étaient lancés contre ces « Brésiliens », comme on les appelle ici. Ils ont fui en masse et, parmi ceux qui sont

restés, plusieurs ont été chassés des postes qu'ils occupaient dans l'administration et ne peuvent obtenir un passeport que s'ils fournissent la preuve qu'ils sont Togolais depuis deux générations. Tout cela parce que les personnes accusées dans le prétendu complot contre Eyadéma s'appellent Olympio, de Souza et Lawson ».

Ce point de vue devait nous être confirmé par de nombreux Togolais, qui, dans leur grande majorité, jugent l'affaire du complot comme un excellent prétexte dont se sert le pouvoir pour se débarrasser des opposants virtuels. En effet, bien que le procès ait eu lieu depuis août dernier, on continue d'arrêter chaque jour des gens dénoncés, prétend-on, par des condamnés. C'est ainsi que les prisons, notamment au camp de gendarmerie à Lomé et dans les camps militaires de Tamedja et de Lamakara, regorgent de détenus. Et il est commun qu'on n'ait plus les nouvelles des personnes « embarquées », comme cela est le cas de M. Saturnin Ayité, ancien commandant de l'aéroport, et de M. Fatognon, directeur des services des eaux. On craint qu'il ne leur soit arrivé malheur, non seulement en raison des affreuses conditions de détention, mais surtout à cause des méthodes expéditives du régime.

## Le gorille

Selon un officier réfugié à Abidjan : « Les prisonniers sont entassés comme du bétail dans des cellules où règne généralement une obscurité complète. Et des choses horribles se passent : à Tamedja, par exemple, le lieutenant-colonel Bonfo, chef du camp, pour divertir ses soldats, contraint les prisonniers à se battre à mort comme des gladiateurs romains. C'est ainsi que sont morts les quatre agents des douanes qui furent présentés l'année dernière à la foule comme des prototypes de la corruption ».

Ces violences ne sont pas des « bavures ». Le général Eyadéma en est parfaitement informé et, pis, les pratique lui-même. « Pour son plaisir personnel » nous a-t-il été raconté, il participe lui-même à des séances de tortures et à la liquidation physique de ses ennemis, ce qui lui vaut à travers le pays le qualificatif de « Kesse Doufio » (le gorille qui gouverne). Sa réputation de tueur, il est vrai, date de 1963, lorsque, simple sergent démobilisé, il tira sur Sylvanus Olympio, premier président du Togo. Celle-ci, depuis son accession au pouvoir en 1967, n'a fait que se confirmer. On sait de bonne source qu'en 1975, le commandant Komlan mourut au cours d'une séance de torture à laquelle Eyadéma avait pris une part active. On sait aussi que ce dernier faisait partie du commando qui, en 1977, mitrailla son propre beau-frère, le lieutenant Nyéhou, lequel, soupçonné d'avoir organisé une réunion des officiers originaires du nord, fut achevé par le même commando à l'hôpital où on l'avait transporté.

Mais, avant l'émimination de ces officiers (tous formés à Saint Cyr), le maître du « Togo nouveau » s'était déjà illustré par l'assassinat de plusieurs hautes personnalités fort connues. Il s'agit, entre autres, du commissaire Osseyi, de Mm. Théophile Mali et Kolor qui furent respectivement ministre et député sous la première République. Quant au

commissaire Pana, il fut abattu en plein aéroport de Lamakara par un colonel aux ordres. Outre cet aspect de la répression, le gouvernement d'Eyadéma a mis au point toute une machine dont le but est de procéder à l'enlèvement des opposants réfugiés à l'étranger (3).

## Kidnappings et tortures

Les exemples dans ce domaine ne manquent pas. En 1974, plusieurs Togolais furent kidnappés au Bénin et abattus dès leur arrivée. Une année après, une douzaine d'étudiants togolais résidant à Dakar étaient enlevés, ainsi que M. Mensah, entrepreneur des travaux public réfugié en Haute-Volta. En juin 1979, le chef de la gendarmerie en personne, le commandant Assih, exécuta le kidnapping de Mm. Emmanuel de Souza et Teyi Lawson dans la capitale ghanéenne. Il fallut, en définitive, attendre l'enlèvement de M. Benis Lawson le 30 septembre 1979, au Niger, par un commando de l'armée de l'air togolaise, pour que l'opinion internationale soit informée des pratiques d'un régime qui ne recule apparemment devant rien.

Assassinats, tortures, kidnapping... et là-dessus culte de la personnalité et, quasiment, déification. Le général ne répète-t-il pas à tout propos : « C'est Dieu lui-même qui m'a mis à cette place » ? A telle enseigne que tous les courtisans en sont à proclamer, sans peur du ridicule, la légitimité d'origine divine d'Eyadéma. Et il n'est pas un seul slogan, à la radio, à la télévision et sur les grands panneaux qui ornent les carrefours de Lomé qui n'aligne des sottises du genre : « Nos champs d'ignames, de manioc de maïs, de mil... chantent tes louanges, Eyadéma notre espoir », ou encore « Grâce à toi, père fondateur de la nation, le Togo vit enfin ».

Les membres de la famille du « Guide » font, cela va de soi, partie de la divinité. La mère, « Maman Danida », est aujourd'hui la femme la plus chantée du Togo. C'est ainsi qu'elle a été élevée à la plus grande dignité de la nation, le 25 janvier dernier, dans son village de Pya, devant tout le personnel politique qui s'est déplacé pour « honorer et magnifier le plus noble service rendu à la nation par la première mère togolaise : celui d'avoir mis au monde un fils, un homme exceptionnel, qui vint juste pour sauver le pays de la dérive ». Quant au frère d'Eyadéma, le lieutenant Tonou, chef des « commandos de la mort », il peut se permettre impunément de corriger publiquement à longueur de journée tout individu qu'il n'apprécie pas.

## Le pillage organisé

A l'instar de Mobutu, au nom de la fumeuse idéologie de l'« Authenticité », le pays est maintenu dans l'obscurantisme le plus délirant. Sur neuf mois d'école, disent les professeurs, les élèves passent l'équivalent de trois à pratiquer l'« authenticité » - exercice officiellement baptisée « animation ». Cela consiste à danser en chantant des hymnes à la gloire du « Guide ». Des adultes aussi sont contraints d'y participer. Et il n'est pas rare de voir, au cours d'une réception officielle, les ministres et les autres dignitaires se

# Immigrés dans leur propre pays

lever comme un seul homme et se mettre à chanter en chœur : « pardon, maman, pardon, papa, laissez-moi aller voir Eyadéma ». Autre chose. Le 24 janvier (jour où le « Guide » eut à Sarakawa, en 1974, un accident d'avion) est devenu une date historique. Sur les lieux de l'accident, un monument d'une valeur de 300 millions de francs CFA a été élevé. Et, une fois par an, parfois deux ou trois, les hauts fonctionnaires y envoient leurs subordonnés en pèlerinage, moyennant 2500 F CFA versés théoriquement au parti.

Théoriquement car, à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, sévissent le racket et la corruption. De larges pans du Trésor Public tombent ainsi dans les poches privées, de même que le choix des investissements est effectué en fonction de l'importance des pots de vin. C'est le cas de la construction d'une tour-hôtel de trente étages à Lomé, alors que le taux de remplissage des hôtels déjà construits oscille entre 30 et 40%. Au stade actuel des travaux, 40 milliards de francs CFA ont été dépensés, dont 7 versés à « qui de droit » à titre de commission. C'est le cas également de la construction d'un aéroport international à Niantougou, en pleine brousse, à 500 km de Lomé, qui se chiffre à 15 milliards F. CFA.

Souvent, ces opérations sont décidées sans que le département ministériel, concerné n'en soit informé. En 1978, le chef de l'Etat devait, en plein conseil de cabinet, apprendre à son ministre de l'Agriculture, complètement abasourdi, l'arrivée d'une commande de 600 tracteurs de marque espagnole. Ceux-ci, depuis lors, pourrissent dans un parc sur la route de Togplékopé, une dizaine seulement ayant pu fonctionner. Certes, le général Eyadéma n'aime pas qu'on le compare à Bokassa. Pour prouver sa modestie et son désintéressement, il ne manque aucune occasion de faire état de son salaire de 411000F CFA par mois. Cependant, il est douteux que ce soit avec cette somme qu'il ait pu faire construire, à Lomé II, une villa personnelle estimée à 2 milliards de F. CFA et acquérir deux appartements dans le 8ème arrondissement de Paris sans compter un château à Archachon.

Le silence entretenu sur le régime paranoïaque du général Eyadéma, en qui les diplomates occidentaux accrédités à Lomé ne voient qu'un simple d'esprit, ne surprend en fait qu'en partie. Car le Général, bien entendu, s'arrange pour tirer un rideau hermétique sur ses exactions. Pour y parvenir des sommes faramineuses sont consacrées à des opérations de « public relation » qui inondent la presse et les journalistes africains et occidentaux.

Une politique de charme dont l'ex-ministre de l'Informaiton, M. K. Johnson, était le maître-d'œuvre jusqu'à sa fuite précipitée du Togo en septembre dernier. Il ne fait donc pas de doute, qu'après Amin Dada, Macias Nguéma et Bokassa 1er, parmi les Togolais, on espère vivement le tour de Gnassingbé Eyadéma.

Samé NGOSSO

(1) pâte de manioc cuite à l'étuvée.  
(2) 1 franc CFA = 00,2F

(3) Cette machine fonctionne sous les ordres du ministre de l'intérieur, Mr Laclé Kpotivi (nom qui signifie en Ewé: petit bâton).

Chaque nation industrialisée possède son contingent de travailleurs immigrés, travailleurs importés pour accomplir les tâches les plus rebutantes et les plus mal rémunérées, que les travailleurs locaux répugnent à accomplir. Ces travailleurs viennent pour la plupart de pays pauvres où le chômage et la misère leur ont rendu la vie insupportable. La seule exception est l'Afrique du Sud — la terre de l'Apartheid. C'est le seul pays au monde qui prive les travailleurs noirs autochtones, ainsi que leur famille, de leur nationalité, en faisant d'eux des immigrés dans leur propre pays, tandis qu'un large éventail d'emplois est offert aux travailleurs immigrés blancs européens, avec pour prime, la citoyenneté sud-africaine.

Il obtient non seulement la naturalisation, après cinq ans de résidence, mais son voyage est payé par l'Etat, qui lui accorde aussi un prêt d'équipement, ainsi que la Sécurité Sociale, pour lui et toute sa famille. Les Sud-Africains noirs sont déportés par milliers dans des réserves appelées des Bantoustans, où ils sont sans famille, sans amis, sans travail, logement ou soins médicaux. Dans la déportation, ils ont aussi perdu leur citoyenneté et ne peuvent revenir dans les zones urbaines ou industrielles qu'en tant qu'immigrés — pour suppléer aux tâches rebutantes. D'autre part, ils ne peuvent rester dans les zones urbaines que durant 72 heures. Et s'ils trouvent un travail, après qu'ils aient été rapatriés, ils ne peuvent vivre avec leur famille. Tel est le sort de millions de noirs sud-africains, victimes de l'idéologie raciste de la minorité blanche dominante, qui maintient ses privilèges par la loi du fusil, et une abondance de lois oppressives.

La politique d'immigration du gouvernement est basée sur le principe de réserver tous les emplois qualifiés aux blancs ; tous les immigrants européens sont donc des travailleurs blancs qualifiés, tandis que la plupart des travailleurs noirs migrants sont sous-qualifiés. Cette tendance est peu à peu abandonnée, car les besoins du pays ne peuvent être satisfaits par les seuls travailleurs blancs qualifiés. C'est la raison de la récente adoption des nouvelles lois tendant à abandonner le « job reservation Act ». Le Job reservation Act date des débuts de l'industrie minière au Witwatersrand et des mines d'or à la fin du siècle dernier. Il illustre la tactique des syndicats blancs et des gouvernements successifs afin de privilégier les travailleurs blancs, et d'écarter l'éventuelle concurrence du prolétariat noir croissant, dont la force de travail était meilleur marché. Les travailleurs noirs étaient inorganisés, sous qualifiés et peu instruits. Ils étaient considérés comme un peu-

ple destiné à être soumis et réprimé, après les dizaines d'années de guerre d'occupation coloniale, engagées à plusieurs reprises contre eux, depuis 1652, avec le colon Jan Van Riebeeck. Les noirs devaient être continuellement surveillés (ils sont dangereux) comme l'Algérien autochtone l'était, à l'extrémité nord du continent ; Algériens toujours jaugés d'un œil soupçonneux et non dépourvu d'hostilité.

## La déportation

La répression des autochtones est faite suivant plusieurs méthodes : tout d'abord, tout adulte noir doit être en possession permanente de son « passe » et doit le produire à chaque fois qu'un policier blanc le demande, sinon il ou elle risque l'emprisonnement ou une amende, ou les deux. Cette loi s'applique à tous les noirs de plus de 16 ans, qu'ils soient nés dans la république ou non. Les statistiques d'emprisonnements et déportations résultant de l'application de la loi sur les « passes » parlent d'elles-mêmes.

En 1976, les chiffres, pour les Africains envoyés dans les centres d'aide, étaient les suivants : lois sur les restrictions des déplacements : 381.858. 216.112 hommes et 33.918 femmes ont été arrêtés pour ce type d'infraction dans le pays. 188.608 Africains ont été envoyés dans différents « camps d'aide », dont 38.544 ont été rapatriés dans les soi-disant homelands.

Les chiffres pour l'année se terminant en juin 1977 ont montré que 191.338 hommes et 32.970 femmes ont été arrêtés dans la République, à cause de la loi sur le « passe ». Le ministère de la Coopération et du Développement a révélé que sur les 167.380 personnes qui ont été transférées dans les « camps d'aide », 32.525 ont été déportées. Les personnes transférées dans ces camps sont les personnes arrêtées au cours des descentes journalières effectuées dans les maisons et dans les rues, sur les lieux de travail, dans les gares et dans les files d'attente pour les bus. Parfois des gens sont arrêtés dans les locaux de l'administration alors qu'ils se trouvent là pour régulariser leur situation.

Pour ce qui est des dispositions de l'Acte d'Amendement des lois Bantou, numéro 12, un amendement a été réalisé dans le paragraphe 12 de l'Acte d'Unification Bantou de 1945 (Zones urbaines), qui précise le droit de résidence et de travail dans les centres urbains industrialisés, décision par laquelle la citoyenneté était remplacée par la naissance en tant que critère pour déterminer si oui ou non, une personne africaine avait le droit de rentrer, de s'installer ou de travailler dans une zone urbaine. L'ancien paragraphe 12 statuait qu'un Africain « qui n'était pas né dans la République, ou dans le territoire de l'Afrique du Sud-Ouest (Namibie) », n'avait pas ces droits.

## La condition ouvrière

Si les ouvriers vivent dans d'atroces conditions dans les hôtels, les mineurs, qui sont également des émigrés, sont encore plus isolés de la communauté urbaine locale et leurs conditions de vie sont pires généralement. Ils séjournent dans les hôtels et dans les coronas. Parfois, ils sont douze par chambre. Ils ont rarement de l'eau chaude courante. Les coins-cuisine sont communs, ce qui cause de longues périodes d'attente après une dure journée de travail. Les hostilités évidentes résultant de cette situation, ne sont pas causées par des animosités tribales, comme l'explique habituellement le gouvernement sud-africain. Toute la violence éclate fréquemment dans les mines et les hôtels inhumains. Aucune autre race ne vit dans ces conditions déplorables, hormis les travailleurs noirs. La situation sociale économique du travailleur noir est la cause de toute l'agitation sociale dont il est la première victime. Tous les travailleurs, logés dans ces hôtels et ces coronas, ne peuvent ni se distraire ni recevoir de visiteurs dans leurs quartiers d'habitation.

## La conspiration contre les travailleurs noirs

La discrimination évidente dans le logement et le travail pour les noirs a été longtemps admise par les travailleurs blancs et leurs syndicats. Les bas salaires, le manque de formation, l'impossibilité de former des syndicats (les syndicats pour noirs ne sont pas reconnus), bien que le gouvernement et l'industrie tentent d'adopter une nouvelle politique de législation, signifient leur volonté de contrôler les mouvements syndicaux à mettre en place.

Le sous-niveau d'éducation, l'absence d'une force de revendication comme conséquence de tout ceci, a fait du travailleur noir un aliéné par rapport à son collègue blanc. En fait, ces travailleurs blancs sont les plus ardents supporters du gouvernement. La conspiration des syndicats blancs et du gouvernement avec les patrons, a effectivement empêché les noirs de bénéficier des avantages obtenus par les autres groupes raciaux.

— Il n'y a jamais eu un registre officiel concernant les chômeurs noirs, comme c'est de règle pour les blancs. Une enquête réalisée par C. Simkins et C. Desmond (auteur du Discarded People, une histoire des déportations des communautés africaines par le gouvernement sud-africain, et qui a été bannie), montre l'extension du chômage dans les zones rurales.

— L'enquête indique que près de la moitié des hommes au Lebowa (Bantoustan, proche des Zoulous), est au chômage depuis 1977, et 25 % au Libowa depuis 1976.

Au Libowa, 56 % des femmes ont occupé leur dernier emploi avant 1975, au Kwazulu, 68 % ont occupé leur dernier emploi en 1977. La situation dans les zones urbaines est tout aussi mauvaise. 9,7 % des demandeurs d'emploi à Johannesburg et 30,7 % à Pietermaritzburg, n'ont jamais travaillé. Il existe un « fond d'assurance chômage » où peuvent s'adresser les travailleurs en détresse : chômage, maladie et décès. Mais la majorité des travailleurs africains ne peuvent pas souscrire une assurance, puisque leurs salaires sont inférieurs aux cotisations. Ceux qui gagnent assez pour cela, soit ne connaissent pas le fond, soit sont éliminés car leurs employeurs ne s'inquiètent pas de déduire les cotisations obligatoires de leurs salaires. Avec la faiblesse et l'illégalité des syndicats, les travailleurs noirs sont sans pouvoir. Mais dès que le travailleur migrant se retrouve au chômage, il doit retourner dans sa région d'origine. Par dessus tout, le chômeur doit signer chaque semaine sur un registre en attendant les allocations ou pendant qu'il cherche du travail pour la même qualification. Les industries minières et les entreprises en Afrique du Sud connaissent les taux les plus élevés dans le monde, d'accidents et de décès professionnels. Durant l'année 77, le nombre d'accidents du travail enregistrés était de 197.228. Les chiffres publiés par la gazette gouvernementale ont montré que près de 3.300 personnes n'ont pu être indemnisées par le fonds de compensation des travailleurs. La plupart des gens qui n'ont pas été indemnisés sont les travailleurs noirs. Ce sont encore les mêmes qui ont des difficultés pour les accidents. Remplir les formulaires, écrire à l'administration, nombre réduit de travailleurs qui ont pu jusqu'à maintenant adhérer à des syndicats, lesquels syndicats sont contrôlés, et souvent harcelés par la police. Ces faits sont des facteurs significatifs qui bloquent toute chance d'obtenir les indemnités.

Après des années de campagnes, le gouvernement a finalement reconnu le droit à l'indemnisation par le fonds, d'un certain nombre de travailleurs. Ceci a semblé être une solution mais ça ne prend pas en compte les subtilités du racisme, car la plupart des travailleurs noirs sont connus par leur prénom dans la plupart des lieux de travail, des mines et des fermes, même si leur nom entier est inscrit sur leur carte d'identité, le passe. Les employeurs, à de rares exceptions, ne s'occupent pas de noter l'adresse de leurs employés, alors qu'ils pourraient parfaitement le faire, puisque tous les travailleurs « Migrants » sont recrutés par les bureaux de travail du gouvernement. Les bureaux ont une fiche pour chaque travailleur noir qu'ils envoient dans les Bantoustans, avec un contrat de travail pour les employeurs blancs, et ils peuvent sans problème fournir toutes les informations nécessaires pour situer la malheureuse victime. Dans l'intervalle, comme il n'y a aucun revenu pour la famille, les enfants du travailleur migrant doivent jeûner, ou bien ils vont travailler dans une ferme de blancs, à proximité. Les épouses et les mères doivent parfois survivre en se prostituant. La faim et les maladies, combinées au manque de soins médicaux, produisent des taux élevés de mortalité infantile.

# 8 Mars 1980: la palme revient aux Zimbabwéennes

Si l'an dernier, toutes les femmes se sentaient solidaires des Iraniennes, cette année la palme revient aux femmes du Zimbabwe. La victoire écrasante des nationalistes du Front Patriotique est due en grande partie à la participation active des femmes contre la colonisation raciste.

## UNE DOUBLE OPPRESSION

Concernées au même titre que les hommes par la répression blanche, elles ne se sont pas tenues à l'écart des luttes de libération. La mobilisation des femmes dans le combat a impulsé et développé la prise de conscience du peuple. En tant que femmes noires et paysannes, travailleuses ou étudiantes, elles devaient se libérer à la fois de la servitude coloniale et de l'oppression patriarcale traditionnelle. Aussi de nombreuses femmes ont rejoint le camp des guérilleros, espérant qu'avec la libération de leur pays, elles obtiendraient aussi la leur.

Il est encore trop tôt pour savoir si elles en seront récompensées. Mais d'ores et déjà, les spécificités de leur oppression peuvent être étudiées et replacées dans le combat plus large pour la libération de la femme noire.

Dans la Rhodésie raciste de Ian Smith, la femme noire se trouve au bas de l'échelle sociale. Il va sans dire que la solidarité entre femmes noires et femmes blanches privilégiées par leur couleur n'existe pas. Pour la femme noire, les plus bas salaires, des conditions de vie déplorables, le manque de ressources et l'éducation scolaire qui l'obligent à se prostituer ; à elles aussi les enfants mal-nourris qui meurent en bas âge sur les terres stériles, abandonnées aux Africains. Le seul rôle qui lui est dévolu, est celui de l'instrument de travail, simple marchandise, objet de production et de reproduction.

## L'HERITAGE DU PASSE

Déjà à l'époque précoloniale, les structures sociales traditionnelles se basent sur les lois de la fécondité. Mère avant que d'être individu, ses enfants appartiennent au mari ou alors au père de la femme en cas de grossesse hors mariage. La virginité des jeunes filles est étroitement contrôlée. La femme stérile, objet improductif est une femme « gâtée ».

Monnaie d'échange pour diverses négociations, la fille à marier est donnée à un clan, un ami, un serviteur dévoué ou alors en échange de sa sœur aînée stérile. L'épouse est la gardienne de la famille, mère nourricière



Campagne pour les élections

et s'occupe des champs. Le père se consacre aux travaux de construction des cases et de la chasse. A sa mort, les fils héritent de ses veuves.

Dotée d'un époux imposé, la femme n'a presque aucun recours de dissolution du mariage, hormis la fuite, l'adultère affiché, la stérilité du mari ou la tentative de meurtre.

Par contre l'époux peut répudier à loisir la femme jugée par lui infidèle, stérile ou sorcière. Les sorcières sont des femmes ayant tenté d'empoisonner leur époux, et que le féticheur guérit en leur administrant une potion amnésique.

Dans le Zimbabwe traditionnel, la mère perd son nom et s'appelle « Mère de Untel ou Untel ». Après la ménopause, elle obtient le titre glorieux de « mère de la Nation » ou « Mbuya ».

## UN NOUVEAU TYPE D'OPPRESSION

Avec l'introduction du mode de production capitaliste, les coutumes se sont perverties ou ont disparu. La colonisation a par contre renforcé l'oppression patriarcale traditionnelle en introduisant de nouveaux schémas répressifs, importés d'Occident : religion et prostitution.

Conscientes des contradictions qui créent les antagonismes entre hommes et femmes colonisées, les Zimbabwéennes ont néanmoins fait le pari de lutter au même titre que les hommes et à leur côté pour vaincre l'ennemi commun. Et le fait de voir de « faibles femmes » se mobiliser en tant que soldates, travailleuses sociales et médicales, a permis de mobiliser beaucoup d'hommes, comme le fait remarquer Teurai Ropa, secrétaire aux Affaires Féminines de la ZANU-F.P..

## LAPLACE QUI LEUR REVIENT DE DROIT

Mais si les femmes se sont mobilisées, ont combattu et ont vaincu, leur avenir dépend à présent de la politique du nouveau gouver-

nement à leur égard. Dans de nombreux pays, les femmes ont été reléguées dans leur rôle sempiternel de mère, d'épouse ou de putain, la révolution accomplie. Et si tant de femmes du Tiers-Monde se sont senties concernées par la lutte des femmes iraniennes, c'est parce qu'on leur a oté le droit à la parole. Par contre, l'exemple de l'expérience mozambicaine a prouvé que les femmes unies peuvent imposer et faire admettre des revendications spécifiques, et non pas quelques pseudo-réformes ou quelques femmes-alibi accordées du bout des lèvres.

## Epoupa ATCHAM BITAH

N.B. : La partie traitant du rôle des femmes dans le Zimbabwe traditionnel s'appuie sur les thèses d'Efimie Vassilievitch Bogomas « L'héritage du Zimbabwe ».

# TIZI OUZOU: CULTURE et « Donneur de leçon »

Tizi Ouzou le 11 mars 1980 : plus d'un millier d'étudiants manifestent devant le siège de la Wilaya et du Parti (FLN) pour protester contre l'interdiction faite à Mouloud Mammri d'animer une conférence sur la culture berbère au Centre Universitaire de Tizi Ouzou. L'auteur de « L'opium et le bâton » est intercepté par la gendarmerie à Draa Ben Khelda, localité située à sept km de Tizi conduit au siège de la Wilaya. Les autorités locales l'invitent à revenir sur sa décision d'animer cette conférence.

Invoquant « des troubles à l'ordre public » que pourrait entraîner la tenue d'une telle conférence. L'écrivain est retenu pendant plusieurs heures, alors qu'à l'Université plusieurs centaines d'étudiants l'attendent.

Ils attendront mais en vain. Mouloud Mammri sera invité à rebrousser chemin et à regagner Alger.

Le quotidien « El Mondjahid » du 20 mars sous la plume de KB s'attaque à Mouloud Mammri sans toute fois le nommer d'une façon bassement

Nous avons rencontré le Docteur Chahide, psychanalyste afghan, vivant à Paris.

Ses arguments sont une pièce à verser au débat sur la question des modèles de libération des « pays dominés ». En effet, les traditionnels clivages entre « progressistes » et « réactionnaires » qui partagent l'intelligentsia des pays dominés, sont aussi soumis à rude épreuve par les temps actuels.

Nous ne croyons pas que les incantations et les slogans peuvent suffire à saisir une réalité.

Aussi pensons-nous ouvrir largement nos colonnes à la réflexion.

S.F. : « Comment vous expliquez l'intervention de l'Union Soviétique en Afghanistan ? ».

Chahide, un musulman afghan : « Il y a deux hypothèses pour répondre à cette question. La première, c'est l'hypothèse occidentale, c'est l'encerclement de la Chine, le rapprochement de la Chine avec l'Amérique et certaines interventions de l'Amérique dans la région, le pétrole et l'énergie. La deuxième hypothèse est, à mon avis, beaucoup plus importante : je pense que l'Union Soviétique est plus prévoyante que ça. L'Union Soviétique vit avec 40 millions de musulmans et cela leur posera tôt ou tard des problèmes. C'est pour ça que l'Union Soviétique attaque au cœur de

l'Islam. L'Afghanistan est resté pendant des siècles, écarté, épargné de toutes les attaques de droite, de gauche, de tous les pays du monde.

C'est un pays où avec une certaine orthodoxie, l'Islam reste à l'état pur, tout en gardant sa culture et sa civilisation.

Alors sur ce point, la logique d'une guerre avec l'Occident pour marquer des points en Orient est assez simple, c'est deux faces d'une même monnaie, c'est à dire que le socialisme déclare la guerre au capitalisme. Ce sont deux courants d'idées de la même culture, d'une même société, ça se développe entre eux et se déclarent la guerre entre eux-mêmes. C'est très compréhensible, le mécanisme de cette guerre, personne n'y échappe : l'Occident impose à l'humanité entière le discours scientifique. Alors le discours scientifique c'est le discours par excellence, discours monopoliste et totalitaire, excluant toutes les minorités, toutes les différences, tout doit être à sa portée. Par contre, ce qui est fondamental, c'est le discours islamique qui proclame une société de Tawhid, une communion avec Dieu, ce n'est pas une communion avec l'objet. Ça, c'est fondamental. Alors, à partir de ça, il est très facile de voir par exemple dans les pays musulmans des Etats calqués sur les modèles occidentaux, de Nasser au Colonel Kadhafi. C'est pour cela qu'il y a une faiblesse énorme dans le monde musulman : la copie est toujours une copie. Je ne nie pas la valeur du discours occidental ; il a sa valeur, il a beaucoup apporté à l'humanité. Il est toujours un interlocuteur valable pour le monde musulman.

Alors ce qui est fondamental, c'est pourquoi les intellectuels du Monde Musulman octroient soi disant un statut scientifique au discours de Marx mais pas au discours de Saïd Jamal

Mouloud CHALAH Farid AICHOUNE

# Capitalisme et socialisme, facettes d'une même monnaie occidentale

Eddin el-Afghani (1) ? C'est un grand prédécesseur de tous les grands socialistes qu'on a connus jusqu'à maintenant. Mais il faut bien savoir que le terme même du socialisme, est un terme venu de l'Occident, je ne pense pas et je ne crois pas qu'il corresponde à l'idée de SJDE, mais l'œuvre de SJDE est là et elle témoigne de toute son importance et dans l'avenir le monde musulman en aura besoin.

Qu'est-ce qui est scientifique ? C'est simple, le discours scientifique est basé toujours sur des hypothèses de travail. SJDE lui aussi avait des hypothèses de base et de travail, il a des élèves qui gardent toujours les écoles en Inde, au Pakistan et dans le monde entier, mais il faut le chercher dans les Etats et les gouvernements actuels dans le monde musulman. C'est toujours dans la masse musulmane qu'il faut voir les idées de SJDE. Malheureusement, jusqu'à maintenant, on a jamais fait de recherche ».

SF : « L'Union Soviétique est intervenue suivant des accords établis entre elle et l'Afghanistan ? ».

Chahide : « L'U.S. a peur de l'Islam, elle a peur de la différence, elle n'a pas peur du Monde occidental, il faut que tout le monde le sache. Elle n'a pas peur parce que ce n'est pas différent, c'est la même dialectique, c'est le même discours, c'est la même monnaie d'échange. Ils arriveront toujours à se comprendre. Le monde occidental est très content si l'Iran devient un pays socialiste, tout au moins dans le fantasme occidental. Le monde musulman avec ses valeurs, fait peur parce qu'il est complètement différent du discours scientifique occidental ».

S.F. : « Quel est le message de l'Islam ? ».

Chahide : « Le message de l'Islam est très profond et assez difficile à comprendre. Dans cette communion que réclame l'Islam, il rejette l'objet de consommation. Il s'en fout de l'énergie. Il s'en fout du bien du monde, mais il ne s'en fout pas de la paix intérieure et extérieure. Si vraiment l'Occident comprend très bien ce message au niveau de l'échange, il y aura aucune perte de patience. Le monde musulman respectera l'échange avec sa différence, mais tout en gardant son identité, au moment où on atta-

# Propos de femmes

que son identité, c'est à dire sa culture, sa croyance, la foi d'un musulman, à ce moment-là, il est ébranlé, il est écrasé ; qu'il soit un Occidental ou un Oriental, ça n'a aucune importance, il se défend. C'est pour ça qu'il est dans l'intérêt du monde d'entendre ce message qui est en état de réveil parce que la limite de l'énergie, la limite de l'objet, la limite de la science, on arrive tout au moins à les saisir, mais une seule chose dont l'humanité a besoin, c'est d'une arme spirituelle, c'est tout un autre message, sans être dans le monde idéaliste. C'est pas du tout un péché de dire que l'Homme possède l'âme, l'homme l'a toujours réclamée. C'est pas du tout un péché d'accepter qu'une partie du monde arrivera comme interlocuteur valable pour l'autre partie du monde.

Alors cette masse musulmane qui s'étend de l'Afrique à l'Asie, de l'Asie jusqu'à la Chine, et une très grande partie de l'Union Soviétique, malheureusement on est là, devant ce message, tout le monde les bras croisés, et, ce qui est étonnant, c'est que le monde entier se précipite pour dire, c'est à cause de l'énergie. Alors que tout le monde sait que la terre elle-même est un discours. Quand on tient à la terre, parce que dans la terre il y a une parole qui est enracinée dans cette terre. On ne tient pas à la terre absurdement, si non, il n'y a pas de valeur. Pourquoi un Afghan ne défend pas la terre de l'Amérique latine ? Parce que dans cette terre, il y a quelque chose au-delà de tout ce qui est matière. C'est là le verbe et ce verbe pour un musulman c'est Allah. C'est au-delà de toute possibilité terrestre. Je pense très profondément que l'Union Soviétique menace ces propres compatriotes. C'est une intimidation de ces propres musulmans en attaquant les musulmans de l'Afghanistan. Il essaye de garder ses frontières, mais jusqu'à quand ? ».

**S.F. : « Que penses-tu de la situation aujourd'hui en Afghanistan ? ».**

**Chahide :** « Il est inutile pour moi de parler du parti marxiste de Kaboul. C'est du temps perdu. Le cœur du débat n'est pas du tout qui sera au pouvoir d'ici deux mois. Le vrai cœur du débat c'est de sauvegarder tout au moins l'âme de l'humanité qui est menacée par le discours scientifique. L'âme de l'humanité c'est la religion. La richesse de la religion est inépuisable mais il ne faut pas prendre la religion au sens fanatique du terme. Il faut prendre la religion comme arbitre de l'homme. Que l'homme doit rester dans les limites de ne pas manger l'autre. De ne pas avaler l'objet comme ça. Puisque la religion est morte dans le monde occidental. Elle reste encore vivante dans l'Orient. Ce message vient de l'Islam, c'est aux Occidentaux de l'entendre

et de faire un interlocuteur valable. Il ne faut pas confondre les musulmans de l'Afghanistan avec les Cambodgiens et les Vietnamiens. Je suis absolument contre. L'Afghanistan n'est pas le Vietnam. L'Afghanistan n'a jamais jamais jamais été contaminé par le discours marxiste ».

**S.F. : « Vous avez dit au début que l'intervention en Afghanistan n'est pas l'intervention de l'Union Soviétique mais l'intervention des Russes. Comment vous expliquez cela ? ».**

**Chahide :** « C'est pour la simple raison que dans l'Union Soviétique il y a des musulmans et ils sont opprimés. Ils n'ont aucun droit de décision. C'est très difficile parce qu'il faut voir quand on parle des Russes, il ne faut pas voir toute l'Union Soviétique. Le peuple soviétique souffre autant que les Afghans de cette guerre.

Nous essayons de réveiller le peuple soviétique parce que pour nous il n'est pas simplement un message au peuple musulman, c'est une guerre à longue haleine. Ce n'est pas une guerre de trois ou quatre ans. C'est pas une guerre de la fin de l'énergie ou du pétrole, c'est la fin de l'humanité. C'est la fin d'un message que l'homme doit garder pour toujours pour rester homme, avec sa dignité et sa valeur.

Le discours scientifique qui pousse l'homme à la guerre. Et c'est à partir de ce discours que quelqu'un se qualifie capitaliste et l'autre de socialiste. Ils font la guerre. Mais c'est toujours les discours scientifiques qui les lient.

Malheureusement, ce qui manque dans les pays musulmans, c'est une masse d'intellectuels de la valeur de SJDE, ou au moins de ces courants d'idées qui peuvent aider le monde musulman.

Actuellement, je crois que Bani Sadr se situe à ce niveau et certains intellectuels de l'Iran. Alors, ce qui est important pour nous tous les intellectuels musulmans, c'est de travailler, de théoriser ce message qui reste oublié. On est toujours fasciné et on s'identifie soit à Lénine, soit à tel ou tel penseur occidental. Alors que la science arabe, telle qu'elle est connue, c'est pas du tout quelque chose d'hypothétique, c'est reconnu mondialement.

Le monde musulman manque pas d'intellectuels mais est encore fasciné par l'objet de perfection du monde capitaliste et socialiste ».

**Propos recueillis par AGREBI HALLOUMA**

*Note : Jamal El AFGHANI : Grand penseur musulman afghan du XXème siècle. Ayant une influence sur toute la pensée islamique et la pensée politique du nationalisme arabe qui ont précédé les indépendances. Saïed étant un qualificatif de respect que lui donne ici Chahide.*

**8 mars, une journée internationale des femmes, mais décidée par qui. Nous les femmes du tiers monde immigrées en France, n'avons pas assez réfléchi sur cette date et sur les « hauts faits féministes » qu'elle évoque, qui tout comme par hasard se situent toujours sur les mêmes continents. Pourtant depuis 3 ans bientôt, les femmes immigrées descendent dans la rue à Paris surtout, en cortège autonome, sous leurs propres banderoles elles ne sont plus les immigrées de telle ou telle tendance du mouvement des femmes en France. Ce dernier 8 mars à Paris surtout, hélas, mais nous espérons bientôt en province les femmes immigrées ont pris la parole, la rue. Les groupes de femmes maghrébines (Algérie, Maroc, Tunisie) le groupe de femmes Afro Antilaises, la coordination des femmes noires, sont descendues dans la rue.**

**D'autres femmes, des Erythréennes ont célébré presque dans la confiance cette journée. D'autres encore ont choisi le cadre d'un théâtre pour montrer dans une journée mixte celle-là, les réalisations artistiques des femmes maghrébines immigrées, comme on voit chacune a fait son choix, mais il serait temps de réfléchir.**

**Maria K.**

**Dimanche 9 mars au théâtre oblique, c'était une journée de l'immigration au féminin.**

**La salle était pleine de femmes maghrébines. Les mères et les filles, deux générations, vibrantes de leurs conditions, déchirées sur le retour ou le non retour au pays d'origine.**

**Un film, des poèmes, des danses, pour parler d'elles, femmes du Maghreb, parler de leurs vies, de leurs espoirs, de leurs larmes, de leurs rêves. Un débat pour s'affronter sur leurs différences, sur les questions qui déchirent leur réalité d'hier et de demain.**

« Que les larmes de nos mères deviennent une légende ». C'était la première pièce de la Kahina. Les murs du théâtre oblique ont fait écho aux tableaux de révolte, d'amour, de tendresse que La Kahina avait présentés il y a deux ans. Dimanche c'était la voix de dizaines de femmes s'interrogeant sur comment et à quel prix une autre vie là-bas ou ici...

Brisons les chaînes, allons-nous-en. comme dans le conte nous changerons  
Toi en ruisseau, Moi en hirondelle  
Et la morale de nos pères,  
Ogresse vorace nous fuirons...

**(Keltuma Mai 1979)**

Un film : « Des femmes ». 8 Maghrébines, 1 africaine. Des femmes interviewées sur ce qu'elles avaient pu faire de leur existence, dans quelles limites et à quel prix elles avaient pu la choisir, ce que représentaient le pays pour elles, comment y retourner ? Ce qu'elles voulaient aujourd'hui pour leurs enfants. Alors quand dans la salle elles ont pris le micro, « Des femmes » avait situé le centre du débat.

« Je suis née au Maroc et venue ici à l'âge de cinq ans. A 18 ans, j'ai rompu avec ma famille étouffante, je suis partie et j'ai essayé de vivre 21 mois en Algérie. Pour une fille immigrée,

seule c'est quasi impossible.

Au travail mes collègues m'ont traitée comme une fille facile, parce que j'étais immigrée, en faculté ce fut pareil. Je suis revenue ici. A Paris, c'est dur, mais je crois que j'y suis mieux.

- Moi aussi je suis née à Paris, moi je veux retourner un jour en Algérie, mais comment ? Je ne sais comment y pourrai y vivre et puis il y a les problèmes de langue. En fait je ne parle que français.

- Ne parlez pas des problèmes de langues, de logements, les vrais problèmes sont ailleurs. Il y a l'Islam et personne n'en parle, c'est une série d'interdits, c'est une religion qui opprime les femmes.

- Une mère : Vous n'avez pas le droit de traiter l'Islam comme cela, à l'origine, elle nous a libéré les femmes, avant on tuait les petites filles.

- Elle nous a peut-être libérées à cette époque là, mais aujourd'hui c'est le contraire.

- Je suis née ici, je ne retournerai pas en Algérie, je ne m'habituerai pas, je suis irrécupérable.

- Mais alors quel est ton pays, c'est la France ? Tu te sens française peut-être.

- Non, je ne suis pas française, je suis immigrée d'origine et je ne l'ai pas choisi. Je sais qu'il y a d'autres femmes algériennes qui ne veulent pas rentrer.

- Est-ce que tu refuses la société algérienne ?

- Pour moi, oui, pour l'instant je ne peux pas y vivre.

- Moi je suis retournée là-bas, c'est très dur d'y vivre en tant que femme, j'ai la preuve qu'on a refusé de me donner mon poste parce que je suis une femme, et de ce que j'ai vécu j'ai failli en crever.

- La vie en Algérie c'est pas cela.

Moi je veux crier ce que j'ai vécu.

- C'est vrai qu'il y a des difficultés pour nous au pays, mais il y a là-bas des

femmes qui résistent, qui se battent pour l'amélioration de leur sort, qui ont refusé les réformes du code de la famille, le problème n'est pas de rester ici. Moi je vis là-bas, maintenant il faut lutter dans notre pays.

- Moi je ne dis pas que je ne retournerai pas, je le désire, mais la vérité c'est que la réinsertion pour des filles entre 18 et 25 ans est très difficile et qu'il est impossible de rentrer comme cela.

- Cela fait une heure qu'on s'agresse et qu'on pose le problème de rentrer et de ne pas rentrer comme une culpabilité. Il y a des femmes en France qui se posent le problème de leur avenir et qui ne sont ni algériennes, ni françaises, elles sont immigrées. S'il y en a qui veulent rester ici c'est un droit qu'elles ont à défendre.

- Oui, il ne faut pas oublier que d'être femme immigrée ce n'est ni un choix, ni un droit. Le retour n'est pas forcément un choix, il y a toutes les lois en France qui nous y poussent. Le retour si c'est un choix « obligatoire », il faudrait aussi savoir comment on va rentrer, et voir comment ensemble on vivra au pays comme femme venant d'ailleurs.

- Si on est une génération sandwich, on n'a pas à se laisser tirer dans un sens ou dans un autre. Il y a tous les problèmes qu'on a à régler ici ce qui se passe dans les banlieues, le quotidien des jeunes immigrées, être coincés entre la vie ici et la vie dans nos familles.

- Une mère : nous voulons que nos enfants rentrent au pays.

- Tu parles comme ma mère. Vous les mères, ça ne colle pas avec la vie qu'on veut, quand à 20 ans on t'empêche de sortir parce que tu es une fille.

Une mère : on a peur que nos enfants se droguent ;

notre pays est propre, je suis angoissée avec toutes les libertés qu'il y a ici c'est pour cela que j'ai peur qu'une de mes filles sorte.

- Vous les mères vous ne voyez que le négatif, il y a à prendre partout vous ne pouvez pas nous imposer vos vues. Vous êtes d'accord avec la pression sur les filles pour les marier ?

- Une mère : non pas maintenant.

- Les femmes immigrées qui veulent rester ici, doivent se battre, il n'y a rien à rejeter au nom du pays d'origine. Si j'avais vécu au pays je ne serais pas ce que je suis, si j'étais française je ne serais pas ce que je suis. On dit la deuxième génération d'immigrée ce n'est pas une assimilation c'est une réalité nouvelle.

La Kahina : Nous sommes allées en Algérie invitées par le Centre artistique de SidiFreddy et l'UNFA, nous avons voulu voir ce qui se passait.

On a joué à Bab El Oued devant 2500 femmes de toutes couches sociales. Des femmes qui étaient sorties des maisons, des usines. Nous avons eu des débats avec elles et nous avons rencontré des femmes qui allaient très loin. Cela nous a fait comprendre beaucoup de choses. Nous avons parlé de l'immigration, cassé l'image du merveilleux de venir ici, en disant ce qui se passe ici pour un immigré ou une immigrée. Ce qu'elles ont fait pour cette journée internationale des femmes, c'est formidable, mais c'est tous les jours qu'il faut le faire...

L'image que donne l'UNFA est vivante, organisée et veut s'impliquer dans l'édification du pays, alors que celles qui sont en France ne donnent qu'une image symbolique, loin d'aider l'immigration terminée à poser les vrais problèmes.

Photo : C Deudon



# AMIENS: la culture de l'autre

Dans le dernier numéro de SF, nous avons annoncé qu'Amiens avait accueilli de 29 février au 9 mars les premières journées cinématographiques contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Cette initiative a constitué un moment privilégié de rencontres, de compréhension de tous ceux qui subissent le racisme et les atteintes des droits de l'homme à travers le monde et plus particulièrement dans le Tiers Monde où malheureusement il n'y a

guère d'écho en Europe. A Amiens, durant cette semaine plus de 6000 personnes ont pu par le biais du cinéma comprendre la culture de l'autre, sa différence - bien que malheureusement il y a eu très peu de film maghrébins et de films sur l'immigration - personnellement je n'ai vu qu'une centaine d'immigrés et en grand nombre de jeunes a Creil pour la projection du film « Omar Glatato » de Merzak Allouache, un débat a suivi avec le réalisateur,

mais il en est resté au niveau local, critique de la politique de l'AAE de la part des jeunes.

Dans l'espoir que ce genre de rencontre cinématographique se multiplieront à travers la France, qui révéleront au public français tous les drames du racisme dont en particulier celui que subit l'immigration dans son quotidien, nous nous pouvons que nous féliciter de cette première rencontre à Amiens

(malgré quelques lacunes au niveau de choix des films bien que les grands quotidiens et certaines presses spécialisées n'a guère donné écho de l'importance de ce festival de la lutte contre le racisme, les critiques préférèrent se pavaner à Cannes - Sachez Messieurs les critiques que ces journées de l'espoir ont trouvé un écho chez beaucoup de jeunes. Souhaitons le succès pour ce type de festival et son renouvellement pour l'an prochain.

le prix de la ville d'Amiens.

**Black Britannica :**

film anglais réalisé par David Koff et Musindo Marinyipembe.

Ce film pose le problème de l'exploitation des Noirs en Grande Bretagne, mais il s'attaque surtout à la loi «SUS» qui permet à la police d'arrêter toute personne suspecte de meurtre. En fait, elle permet d'arrêter impunément les noirs. Dépassant le seul problème noir, ce film, réalisé par un Américain et une Tanzanienne, remet en cause les fondements même de la société britannique. Film violent baigné de reggae où on retient son souffle durant tout le long de ce court métrage que tous cinéastes de l'immigration aillent voir ce film. Il a reçu le prix du MRAP.

« Le Fils de Fierro » film argentin de Fernando Solanas. Nous connaissons déjà « La Hora de los Hornos » (L'Heure des brasiers) un des films phare du Tiers Monde. « Le Fils de Foro » traduit les conflits qui secouent l'Argentine accompagné d'une terrible répression. Fernando Solanas interpelle la mémoire collective et son histoire.

La Dernière Cène : film cubain de Thomas Gutierrez Alen. La dernière cène inaugure ce festival. Ce choix résulte de la qualité indéniable de ce film qui a fait l'unanimité partout où il a été présenté. Thomas Gutierrez aléa compte parmi les cinéastes cubains les plus représentatifs. Pour le public cinéophile averti, le connaisseur avec « La Mort d'un bureaucrate ». « Avec la Dernière Cène » Alea nous montre l'histoire d'une révolte violemment réprimée qui eut lieu dans une manufacture de tabac au 18ème siècle, pendant la semaine sainte. Ce film est un pamphlet d'une extraordinaire férocité, c'est une œuvre fulgurante et lyrique à la gloire de la liberté.

Alambrista de Robert Young :

C'est l'histoire de Mexi-

cains qui franchissent clandestinement la frontière américaine, ils sont des centaines de milliers qui vivent en survie et qui en tre deux poursuites travaillent et vivent en fraude. Le réalisateur nous propose une fiction à la fois réaliste et touchante.

The Patriot Game d'Arthur Mac Caig

Premier film à faire le tour des problèmes de guerre dans le nord de l'Irlande. A travers l'origine du conflit, il révèle la réalité de cette guerre de Libération de l'armée républicaine Irlandaise, l'IRA contre une armée anglaise d'occupation. Ce film est un documentaire sur un conflit incompris de la plupart des gens.

Les Aventures d'un Héros de Merzak Allouache

Le titre de ce film fait directement et ironiquement référence à toute la mythologie populaire de héros, quand justicier auréolé par la gloire et les luttes solitaires, indomptable qui va venger le peuple de siècles d'anonymat et d'obéissance. C'est un voyage extraordinaire initiatique aux multiples aventures, dévoilant toutes les facettes trompeuses qui naissent de la rencontre de cette vision individualiste du monde et d'une réalité contemporaine. C'est un récit picaresque drôle, parce que le Garcia Marquez du cinéma qu'est Merzak Allouache que nous connaissons admirablement bien avec « Omar Glatato »; son dernier film apporte de nouvelles conceptions dans le cinéma algérien, le fantastique, le grotesque, la critique impérialiste, la satire, l'humour, la drôlerie, un film remarquable qui enchantera les gens qui iront le voir. Ce film a reçu le tanit d'argent au festival de Carthage. Il a clôturé le festival d'Amiens, Merzak Allouache était présent lors du festival, il faisait parti du jury et il a participé pour la première fois en France, a plusieurs débats à la suite des projections d'Omar Glatato à Creil, à Doullens.

MOHAMED NEMMICHE



Photo : Jemai

— « OK Mystère » Ce film iranien de Pawiz Kimviavi. Ce film a été tourné en 77, six mois avant la révolution iranienne. — Film prémonitoire dans un style complètement baroque et humoristique (mieux que Mel

Brooks), Pawiz nous montre à travers son film l'importation de la culture et des produits occidentaux dans un village iranien - film drôle où l'on voit des paysans qui relèguent au second plan et jusqu'au point d'oublier leur langue maternelle pour apprendre

l'Américain (mots usuels : coca cola, Hamburger ... etc. Ce film a reçu le premier grand prix de long métrage (il le méritait).

## Pages de vie de l'immigration

Film suisse d'Alvaro Biz-zari.

Il s'agit de dix poèmes composés par des travailleurs immigrés qui expri-

ment par la poésie leurs conditions de vie. Ce moment de souffrances de l'immigration est porté à l'écran d'une façon admirable par A. Bizzari. Bien que ce film dégage une langueur renforcé par le noir et le blanc il ne tombe pas dans un misérabilisme comme certain film sur l'immigration.

Ce film peut être ressenti par toute l'immigration car le seul langage est celui du vécu et de la souffrance. Ce film a reçu le grand prix de court et moyen métrage.

Le Cauchemar parfumé de Kidlat Thahemik (Philippine).

C'est l'histoire d'un jeune chauffeur de taxi philippin, Kidlat est obsédé par un rêve : aller en Amérique; il écoute fidèlement la « Voie of America ». Un jour après une rencontre d'un Américain il part découvrir le monde occidental. C'est la réflexion d'un cinéaste autodidacte, originaire du Tiers-Monde, sur le miroir aux alouettes des sociétés industrielles. Ce film a reçu



# Chansons populaires de Kabylie

# Eddy Grant



Photo : Jemai

Imnan agui isidiv  
Our th'thamen aya hviv  
ourguer ler thi themour-  
thoui  
mi doukigh adhigh daghriv

(Le rêve est douloureux et trompeur./Hier j'ai rêvé que j'étais dans mon pays/Quand je me suis réveillé j'avais émigré).

Aït Menguelet

C'est vendredi soir, un autre week end qui recommence. Pour certains c'est une brève escapade à la maison de campagne, pour d'autres, les immigrés, les fauchés, leur sortir c'est le café du coin.

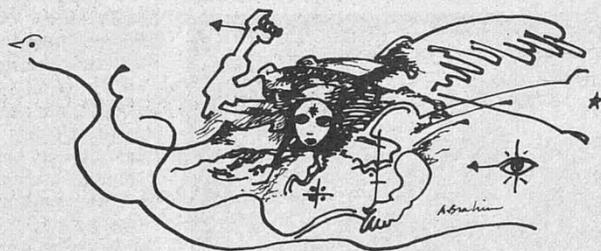
A cette heure, la rue Petit est très sombre. De loin en loin, on aperçoit des points lumineux, multicolores; ce sont des réverbères, ainsi que les néons des boutiques. La pluie tombe, balayée par de brèves rafales de vent, les unes plus fortes que les autres. Je me presse d'arriver pour me mettre à l'abri

au « Café des Amis ». Sitôt franchi la porte, une bouffée d'air chaud et enfumé me fait toussoter. Le café est bondé, le comptoir est assiégé par de nombreux consommateurs. La fumée, le bruit, les vapeurs d'alcools, la musique du juke-box nous envoient. Musique et bière sont le remède magique à défaut du taleb ou du marabout. Le juke-box déverse inlassablement les mélodies de Aït-Menguelet. « Tharzalt iguezedren ouliou » (la biche qui habite mon cœur). Chaque roulement de percussion, chaque note de mandole nous rapprochent de ce rêve, celui où hier encore nous étions au pays. Cahcun raconte son itinéraire : il est né à Tassilt-

Ougmon, près de Tizi-Ouzou. Très tôt, il se passionne pour la poésie et la musique. Il compose ses premières chansons au cours de son service nationale. « Thagh-riv our zegrelbhar et eyth-ver », raconte son exil inté-

rieur, loin des siens et du village, chaque jour il casse une allumette, celle qui le rapprochera de son retour. par son style sobre et dépouillé (une mandole, une derbouka, quelque fois un) sa poésie tirée du terroir natal, il fait l'unanimité de toutes les générations. Chacun s'y retrouve et s'y reconnaît. Toutes ces chansons traduisent la vie quotidienne en Kabylie, ainsi que les mutations sociopsychologiques. Le thème qui revient souvent c'est celui de l'émigration, réalité concrète et dramatique du dépeuplement de nos villages. Leur existence est réglée par es retours et les départs, semblables aux hirondelles. ces chansons où le monde merveilleux du rêve est un lien inséparable des exilés avec les familles. Aït Menguelet donnera un récital le 30 mars 1980 à 15 heures à l'hippodrome de Pantin (Porte de Pantin).

Salem. Y



## PAYSAGES, NUIT FRIABLE DE AMINA SAID

Amina Said est né en 1953 à Tunis. Elle a déjà publié ses poèmes dans des revues (Barbares, Jalons, Le Pilon, Sorcières) Paysages, nuit Friable est son premier recueil de poésie publié.

Etrange et Frileux de nationalité perdue au long cours des voyages et vivant de transits saisons et fou de leur folie ... ».

La poésie de Amina est plein d'amour, de sensualité et de souffrance, poésie d'une femme arabe (« Le

fémmin normal de rêve est révolté). Qui lutte dans e territoire de la poésie, écrire pour elle c'est préserver, riposter, reconnaître, refuser l'encerclement et la définition. Je ne peux que vous conseiller à découvrir cette jeune poétesse tunisienne.

NM

Eddy Grant était au Palace mercredi 11 mars au soir. Ce n'était pas la grande foule mais ce n'était pas mal. K.K. et moi nous n'avions rien regretté. Au lieu des traditionnelles, 90 mn de reggae non-stop, Eddy Grant nous a gratifié, horsmi ces 2 hits (Living on the Front Line et Walking on my sunshine) et de quelques reggae, d'un calypso new-look appelé « Souka » - dont il fut l'instigateur avec pas mal de percussions et de rythmes à la nigérienne. On reconnaît le Sound d'Ice Records : mélange d'Anglo cernabbean et African music. Sur scène, une bonne présence, une chaleur appréciable vue le temps, et une faculté de communiquer, d'inclure « sôn » public sans « sa » musique. Et réciproquement. Beau jeu l'artiste !

Entouré de trois choristes sympas et de 6 musiciens pas déguillassés du tout :

une section rythmique (batterie et basse) bien groovy. le mec aux claviers, un chouïa soft et cool « breeze », un autre qui avait des bongo « bongant », qu'un guitariste aux rythmes réguliers (Les vagues sur les plages au pays), plus d'un mec qui n'a fait que taper sur un truc aux sonorités marrantes dont je ne sais le nom, on s'en servait dans les « higt-life ».

Ils nous ont balancés leurs morceaux avec une de ces pêches et un cœur, mais un cEUR ... Tout limité quant au matos mais pas quant à la qualité. Ah oui en studio, Eddy Grant joue de tous les instruments; sur scène; il n'a joué (et bien pourquoi pas) que du synthés, de la guitare solo et des bongos : ce n'est pas un exhibitionniste. Une voix chaleureuse, tropiques oblige, qui porte bien. Nous ne connaissons pas sa musique et sa découverte ne nous a pas trop déplu.

L'homme n'est pas con du tout. C'est un Guyanais qui vit à Londres et qui trouve qu'en règle générale les musiciens de reggae ne sont pas trop disciplinés (pour ne pas dire autre chose, remarque personnelle) qui a déjà joué en Zambie. Fabuleux dit-il ! Et ne souhaite que jouer dans toute l'Afrique quoi ça viendra, qui a fait des télés au Nigéria aussi. C'est un mec qui « my music et may people » et on ne peut le lui reprocher, qui compte faire découvrir des rythmes, autres que le reggae, car il n'y a pas que le reggae dans les West Indies, aux USA en Europe et au Japon.

Ah oui, c'est une anti-star et il n'a qu'à le rester. Pour ce qui ont manquer son unique Récital Parisien, tant pis il reste ses disques mais ce n'est pas la même ambiance ...

H.D. / K.L.



Photo : Jemai

## BREVES NOTES CLINIQUES SUR LE CAS GUY DE CARS

### DE SALIM JAY

Cet écrivain immigré né à Paris le 30 juin 1951 d'un père marocain et d'une mère roumaine, n'ai pas à son premier livre, il vient de publier aux éditions de la différence « La Semaine ou Madame Simone eut cent ans, Salim Jay a collaboré comme critique littéraire à

des quotidiens et à des revues. Donc dans ce livre sur Guy des Cars, Salim Jay critique cet « Ecrivain populaire » largement diffusé et beaucoup lu par les jeunes filles en fleurs d'âge et même malheureusement au Maghreb.

Quand on a la chance d'être alphabétisé, on ne gaspille pas en lisant Guy des Cars. Tous ses lecteurs méritent mieux que ces livres glorieux dont la pau-

reté de l'imagination commence à leur refus d'imaginer la pauvreté puisque pour la combattre efficacement, Guy Des Cars n'a de cesse à travers les aventures de ses héroïnes d'inviter à la prostitution. Ce pamphlet de Salim Jay est à lire, il démontre à travers les « écrits » l'écrivain populaire à l'eau de rose qu'est Guy des Cars.

Mohamed N

Livres publiés aux inéditions Barbares.

sans frontières

Karim, Nabil, Jean-Marie, Alain, Jean Pierre et tous les autres ont réalisé cette page.

Ce sont des enfants qui vivent dans « une maison d'enfants ». Ils se sont exprimés à leur manière et en toute liberté. Ces récits sont à lire comme tels.

## Karim, Nabil et Jean-Marie

### Nous et vous

Nous participons à cette page de journal parce que cela nous intéresse et que ça peut être utile à tous ceux qui vivent dans cette maison. Ça peut être utile, dans la mesure où on peut se faire connaître des autres qui peuvent passer devant la maison sans savoir ce qui se passe, et même qui nous sommes, nous les gens qui y vivent.

Il y a des gens qui ne cherchent jamais à comprendre et nous ont mis un peu à part. Pourtant, nous sommes comme vous. Si nous sommes là, ce n'est pas de notre faute. Un jour, on nous a pris et on nous y a mis. On n'a pas choisi, on a été obligé de s'y faire et d'y vivre.

Il y en a qui n'ont pas voulu rester, ils ont fugué, on les a attrapés et ils sont revenus, s'ils persistent, on les change d'établissement. Ils peuvent tomber pire et plus sévère.

Jusqu'en 1974, c'était un établissement religieux tenu par des sœurs. La cour était grillagée. On ne pouvait pas sortir. On dormait dans d'immenses dortoirs de 15 à 20. Depuis, il y a eu de très grands progrès. Il y a des gens qui nous ont compris, les éducateurs, et ils nous ont aidés. Il n'y a plus de grillage. On a plus de liberté. Il y a des groupes de 13 enfants, dans certains il y a des chambres à deux. Il y a des petits de 2 ans 1/2, et les plus grands ont 15 ans. Depuis peu il y a des fratries, c'est-à-dire des frères et des sœurs que l'on ne veut plus séparer.

Voilà. A travers ce que j'ai dit, j'essaie de nous faire mieux connaître et si on nous comprend, peut-être peut-on espérer qu'on nous aide. On souhaite qu'on ne nous mette plus de côté; que vous ne nous mettiez plus de côté, car nous sommes comme les autres, à ceci près que nous ne vivons pas dans notre famille. Bien sûr, il y a le WE où on peut aller passer quelques bons moments en famille (enfin... pour certains...). Les gens de l'extérieur nous prennent pour des voyous, des voleurs. Si on se fait connaître, ils pourront nous aider et nous pourrons parler ensemble et essayer de comprendre pourquoi nous agissons ainsi. Donc, nous pourrions mieux résoudre nos problèmes. Parce que notre problème, c'est aussi leur problème, votre problème.

Jean Marie 15 ans

### Quand j'étais tout petit chez ma gardienne

Quand j'étais tout petit, j'avais quatre ans, j'étais chez une gardienne, mais pas comme les autres. Elle était très très gentille. J'étais bien nourri, et très heureux. A six ans, ma gardienne, que j'appelais



### La vie du cerf

Ce soir encore le vieux cerf est venu au passage ce soir encore il guette et hume longuement les odeurs qui viennent de la colline six voies d'autoroute et un grillage le séparent des siens et de la vie de sa horde.

Chaque soir cela commence par un long brâme qui le fait frémir un cri rauque et puissant qui rebondit jusqu'au fond de la vallée et réveille en écho des taureaux affolés.

Plus tard à travers la rumeur incessante venue de l'autoroute il aperçoit les appels des biches nerveuses rassemblées sur le terrain des amours immobile il écoute il imagine les batailles entre mâles aux issues incertaines et ressent dans ses membres les chocs impressionnants des lances les unes contre les autres. Les craquement des bois enchevêtrés l'aube qui pointe le voit repartir triste et solitaire vers son refuge un lit de branchages niché au creux d'un taillis. Et le soir venu il revient. Son instinct ne le trompe pas c'est ici à cet endroit précis qu'il passait au temps lointain avant que les hommes si prévoyants ne disposent un grillage pour l'empêcher de franchir la route.

Alain, 13 ans

maman, m'avait mis à la maternelle. Maman avait trois enfants : une fille qui s'appelait Christine, un garçon qui s'appelait Jean-Louis, et un autre Pascal. Pascal avait cinq ans quand maman l'avait aussi envoyé à l'école.

En nous emmenant à l'école, maman nous achetait des brioches longues au sucre ou des brioches au

chocolat. Hum, que c'était bon ! La boulangerie était juste à côté de l'école.

Des fois, à la maternelle, il y avait le cinéma. Il fallait payer deux francs et on nous faisait un tampon pour dire qu'on avait payé. A la récréation, des fois on allait dormir.

Avant d'aller à l'école, le matin, maman nous donnait deux goûters au chocolat.

Elle nous le donnait le matin parce qu'on dînait à

la cantine. Un jour, à quatre heures, on nous faisait descendre pour goûter dans une grande salle. Mon frère, lui, était dans la salle, et il m'attendait pour goûter. Il commença à manger son pain au chocolat. Puis, il m'attendit, et moi, je n'étais pas encore là. Alors Pascal mangea mon goûter, et un peu plus tard, j'arrivai. Je dis à Pascal qu'il me donne mon goûter, et il me répondit : « Je l'ai mangé parce que tu n'étais pas là ». En rentrant à la maison, je le dis à ma mère et elle m'en donna un autre.

A six ans, je partis de la maternelle et je passai au CP. Au CO on apprenait à compter jusqu'à 10, après 20 etc... Et les années passèrent.

En 1978, mon père avait acheté une chienne qui s'appelait Nita. La première fois que Nita est venue à la maison, elle avait très peur, mais elle s'est habituée. Tous les matins, je la descendais pour qu'elle fasse ses besoins, et en même temps, j'allais faire mes commissions. Le soir, ma sœur la descendait. Le dimanche matin, je la descendais 1/2 heure ou une heure.

Et la même année (1978), avec la maîtresse, nous sommes allés en classe de neige. Nous sommes restés 3 semaines. C'était à Saint Léger les émèzes. J'avais passé ma 1ère étoile; j'étais très content de moi.

Ma gardienne était très gentille.

Karim, 12 ans

### La vie

Rien ne vaut la vie sans pollution.  
Rien ne vaut l'air.  
Rien ne vaut la mer claire et bleue,  
et rien ne vaut ce que j'ai dit.

Karim, 12 ans  
Maison d'enfants des  
Saints Anges. Marseille

### Deuxième épisode.

Résumé : Un an après, le grand homme revient du Far West pour parler avec le shérif.

Tous les gens de Peu-ville se planquent, et ont peur. Le cheval s'arrête juste devant l'abreuvoir. Et l'abreuvoir se trouvait devant la maison du shérif. La grande Terreur rentre chez le shérif (un autre shérif). Il lui raconte une histoire qu'il invente. Il sort et repart pour la ville Kansas-City. Il prend le train et arrive à Clair-ville. Le cheval descend du train avec le type. Il rentre chez lui et réfléchit comment il pourra prendre le chérif au piège et il réfléchit pendant 6 mois, au bout de 6 mois il a trouvé.

Karim et Jean Marie. 12 ans  
à suivre...



Photo DR

### L'immigré

J'ai observé un travailleur qui creuse inlassablement avec un marteau-piqueur et j'en ai un sentiment de pitié. Ce pauvre homme qui travaille la plupart du temps pour envoyer de l'argent à sa famille qui vit dans son pays natal, c'est un immigré. Les Français ne veulent pas exécuter des tâches aussi pénibles et c'est ce genre d'homme qui le remplace, appuyés sur leur marteau-piqueur. J'ai vu cet homme arriver le matin frais et dispos et attaquer son travail avec ardeur. Je l'ai revu trois heures plus tard, sur le coup de midi, s'éponger la figure avec un mouchoir et soupirer, tant il est déjà fatigué. Je n'oublierai jamais le jour où j'ai vu cet homme partir en fin de journée, son travail fini, en trainant les pieds, et s'arrêter pratiquement tous les quinze mètres, et je n'ai pu m'empêcher de pleurer.

Depuis ce jour là je me suis juré de travailler le plus possible en classe afin de ne pas être dans l'obligation de faire le même travail que cet homme.

Je pense que la loi est normalement obligée d'indiquer ce genre d'exploitation, car c'est de l'exploitation. Ils n'ont même pas le matériel nécessaire à leur travail. Ils ont des conditions de vie et de travail intolérables et sous la chaleur de l'été, sous la pluie de l'hiver; ils sont toujours là par tous les temps et sont vraiment mal nourris. Ils n'ont même pas de salaire correspondant aux travaux qu'ils exécutent. Je pense qu'ils devraient avoir autant de chances que tout le monde, mais il y a encore une chose qui rentre en jeu : c'est le racisme.

Jean-Pierre

**LIGUE FRANÇAISE  
POUR LA DEFENSE DES  
DROITS DE L'HOMME  
ET DU CITOYEN**

27 rue Jean Dolent, 75014 Paris. Tél : 707 56 35 CCP 218-25 Paris. Chers amis, nous vous prions de noter que la date de la délégation à la direction de la Sécurité Militaire est reportée au 2 avril 80 à 11h précise, place St Thomas d'Aquin 75007 Paris.

Nous proposons à ceux qui souhaitent s'associer à notre démarche, mais ne pouvant être présents, de nous écrire leur désir de consulter les fichiers automatisés, ou non, détenus par la sécurité militaire, comme la loi le permet.

Nous demandons à ceux qui ne peuvent venir chez de nous le faire savoir.

**Le 28 novembre 1979, Guy Conket et le groupe Ka** jouaient à la rue Dunois. Une tournée en Martinique avec entre autre, un concert donné au centre martiniquais d'action culturelle (CMAC) et les voilà de retour les 28 et 29 mars à la rue Dunois. Pas d'arrêt... Pas de coupure non plus avec le pays. Leur musique est liée aux événements qui se déroulent en Guadeloupe et en Martinique (Grade-loup an drout)

Ils chantent le refus de la division entre Guadeloupéens, Martiniquais, Dominicains. Les 28 et 29 mars ne seront pas une fin. Guy Conket et le groupe Ka se reproduiront les 27 et 28 avril au théâtre Noir. Rendez-vous les 28, 29 mars à 20h au 28 rue Dunois 75013 Paris.

Sans doute Lemchaheb est une formation musicale marocaine qui a vite percé et qui a connu une ascension rapide et étonnante après le groupe Nass el Ghiwane. Mais si Lemchaheb s'approche de ce dernier quant à la rupture avec la musique égyptienne et à un appel plus volontiers au patrimoine culturel maghrébin (parole, instruments et musique populaire) les « Etioiles filantes » (Lemchaheb) ont un style particulier : les premiers à avoir introduit la mandole et le cithare indien, ils cherchent à s'inspirer de la musique passée et d'avenir.

Tous des musiciens de qualité ; ils entreprennent une grande tournée en France et en Belgique dont les premiers spectacles ont eu un succès sans précédent.

Les prochains concerts :  
- Le samedi 29 mars à Toulouse à 20H  
- Le dimanche 30 mars à Montauban à 15H  
- Le jeudi 3 avril à Longwy au Centre aéré de Longwy  
- Le dimanche 6 avril à Bruxelles

**PARIS**

**Cinéma**

« *Alexandrie, pourquoi ?* »

De *Youssef Chahine*, avec naglaes, Fathi, Farid Chawki. Avoir dix huit ans et vivre à El Alaman en 1942. La Clef Censier 5° (Tél. 337 90 90) Studio Logos (Tél. 354-26-42)

« *Black is beautiful* » de *Nanin Loy*. Filmé par un Italien, l'univers, le ghetto des noirs américains. traité de façon tragico-comique. Maxeville 9° (Tél. : 770 40 04).

« *Images d'un doux Ethnocide* » d'*Arthur Lamothe*. Une chronique sur les derniers indiens du nord-est du Québec. La Clef Censier (Tél. 337 90 90)

« *Le noir printemps des fous* » l'affaire (Larzac) de *Serge Polinsky* avec les paysans du Larzac.

« *Scum* » d'*Alain Clarke*. Film sur les institutions répressives (maison de redressement en Grande-Bretagne pour les jeunes « délinquants »).

« *Les Seigneurs* » de *Philip Karfman*. Rivalités entre bandes de jeunes dans le Bronx des années 1960 : violence, musique et affrontements avec les autres adultes. Paramount Opéra. Montparnasse. Orléans... UCG Odéon.

« *The Patriot game* » d'*Arthur Mc Raig*. L'Irlande en guerre : film militant bien documenté (cf p 12). Action Christine (vo) 6°.

« *Violence sur la ville* ». Film intéressant pour la violence dans les villes nouvelles (A voir).

Le festival de cinéma du tiers monde/Paris. Du 9 au 29 avril 1980. Cinéma Olympic - 10 rue Berger Barret Paris 14°. Tél. 542 67 42. Ce festival propose une rétrospective du cinéma mexicain, chinois, cubain, indonésien, indien. Ainsi que des films pakistanais, afghan, de Malaisie, etc...

*Louis Arti* passe sous l'égide de « Sans Frontière » au Point Virgule 7 rue Sainte Croix de la Bretonnière tous les soirs à 20h 30 jusqu'au 5 avril. Prix des places 30 et 22 francs avec « Sans frontière » avec soi.

**Théâtre**

« *La Sénorita* » de *Roberto Alhay* mise en scène et interprété en espagnol par *Luis Cortez*. Théâtre 18 (226 47 47)

« *Splendeur et misère de l'indien* ». Montage dramatique de *Christian Dumas* et *Anne Calvet*. L'épopée de l'indien à travers des textes - musique et diapos sur ce peuple. Corq-Diaants (272 20 06)



« *Albert* » de et par *Michel Boujenah*. Albert rit, s'étonne, raconte avec émotion l'exil d'un juif - arabe à Sarcelles (à voir) Lucernaire (Tél. 544 57 34)

« *En compagnie d'André Chehid* ». Mise en scène : *Mehmet Iksel*. Lucernaire forum (Tél. 544 57 34)

« *Les enfants de Zombi* » d'après le roman de *Georges Desforte* adapté et mise en scène par *Benjamin Pole-Rolette* avec *Théo Legitimus* et *Georges Hillairon*. Le fils poète contre le pouvoir, une fresque martiniquaise chantée et dansée (à voir absolument). Théâtre Noir - 20h 30 (Tél. : 797 85 94)

« *La passion de Pier Paolo Pasolini* » de *René Kalisky* mise en scène d'*Albert André Lheureux* par le théâtre de l'esprit frappeur de Bruxelles. Une réflexion sur la création, la passion, la douleur de Pasolini à travers ses textes, sa vie, son oeuvre et sa mort. Théâtre National de Chaillot - jusqu'au 12/04 (Tél. 727 81 15).

**Exposition**

Au centre culturel latino-américain, exposition de 2 peintres colombiens : *Francisco Zea* et *Alberto Soja* du 7 mars au 4 avril.

Au Musée des Arts-Déco, exposition de *Azu* : Faïences murales du Portugal du XIX° au XX° siècle.

Après le festival du cinéma anti-raciste, à Amiens, le MRAP organise une exposition de peinture : *200 peintres contre le racisme* du 20 au 30 avril au Forum des Halles de 11 à 19 heures (animation et ventes d'affiches).

**BANLIEUE**

NANTERRE THEATRE

« *L'appel du fou* » présentée par les comédiens immigrés de Grenoble à la Maison de la Culture le 29 mars. Pièce écrite et interprétée par *Mohamed Beramdane*. C'est le voyage de

H'Mida, personnage devenu fou égaré au milieu d'un bidonville.

GENEVILLIERS MUSIQUE

*Djamel Allam* à la salle des Fêtes des Grésillons le 29 mars à 15h 30.

**PROVINCE**

CAMBRAI : lieu indéterminé (?) A 21h. Pai et Filhos musique du Portugal.

BLOIS : 5 avril à 21 h. Le groupe Pai et Filhos (portugais). Salle de Vienne - rue Dupes.

BOURGES : festival de la chanson du 5 avril au 13 avril 80. « Le printemps des bourgeois ». Il y aura beaucoup de monde et de chanteurs « étrangers » : *Idir*, *Fernando Marquez*, *Francisco Montaner*, *Uno Ramos* etc. Pour tous contacts : Maison de la culture 18021 Bourges Cédex - Tél. (48) 20 13 84.

Marseille : Théâtre TRM espace Massalia du 1° au 13 avril à 21 heures Moha le fou, Moha le sage d'après *Tahar Ben Jelloun*. Créé et interprété par *Mohamed Adi*.

MULHOUSE : salle du centre intégré de Prie-Heim à 22 heures. *Djamel Allam*. C'est la grande tournée de la musique kabyle.

STRASBOURG-NEUDORF au centre culturel le 2 avril - Place Albert Swarbert (à 21h) *Djamel Allam*.

ORLEANS : samedi 29 mars à 20h 30 à la salle des Carmes. L'union Portugaise social et sportive d'Orléans présente une pièce de théâtre interprétée par le groupe de théâtre Anadia.

VILLENEUVES (78670). Salle des Fêtes à 15 heures. Toujours le groupe portugais Pai et Filhos.

VENISSIEUX : le 30 mars à 15 heures maison du Peuple. *Djamel Allam*.

**DERIVES**

IMMIGRATION

*Bulletin Acta/Cimade*. Au sommaire : Les migrants, c'est qui, c'est quoi ? La première campagne sur le million. Le pouvoir, la ville et l'immigré. Enfance et adolescence immigrée. Culture immigrée, expression dominante. France, qu'as-tu fais de l'étranger ?

On peut se le procurer : Immigration 68 rue Rachain Lyon 69007.

« *Parti pris* » mars 1980. Au sommaire : « Lutte anti-nucléaire Plogoff-Kaboul même combat. Un atelier autogestionnaire à Toulouse - Contraction masculine... En vente

partout (1 rue Keller Paris 12°).

« *Combat pour la diaspora* » numéro spécial « Les Juifs et la violence ».

« *Santé-immigrés* » : publication du comité socio-médical pour la santé des migrants : la rééducation des enfants immigrés. De l'obésité à l'alimentation. Dossier : la tuberculose. Pour vous procurer cette revue : écrire à Monsieur Albert Bastenier 165 rue Berkendael 1060 Bruxelles.

8 juillet 1979 : la cité Bassens à Marseille (Gitans, Maghrébins et Français), où les habitants fêtaient un mariage, fut investie par la police à l'aide de chiens et de grenades lacrymogènes. Ce fut un véritable enfer. Il n'y eut par la suite aucune levée de bouclier au sujet de cette affaire, tant la presse que chez les gens de tous bords. Cimade-information publie une brochure intitulée « *Un 22 septembre à Bassens* » qui est une réponse élaborée par un groupe d'immigrés face à cette escalade du racisme en France.

« *Non violence politique* » : mensuel du mouvement pour une alternative non-violente. Numéro consacré aux objectifs de conscience qui menacent le patrimoine militariste de la France.

« *Migrants-Formations* » : revue du ministère de l'Éducation. Numéro spécial consacré aux langues et cultures des immigrés. Un peu trop pédagogique. *Martine Charlot* doit être une spécialiste des immigrés, puisque elle écrit beaucoup. La seule question que je lui pose : « Quelle est la culture immigrée ? ».

« *Remue-ménage* » : journal de Mouvement de Libération des Femmes. A la Une : « Qui a peur de l'ordinateur ? » Au sommaire de ce numéro des féministes d'Union Soviétique.

Entretien avec des femmes immigrées espagnoles. Viol : dommages et intérêts ? Dossier qui a peur de l'ordinateur ? 20 rue d'Hauteville 75010. Permanence téléphonique le mercredi soir au 277 36 32.

*Nouvelles intérieures* : Bulletin d'information sur la Palestine occupée et la « société israélienne ». Court-circuit à Jérusalem. Menaces sur la compagnie arabe d'électricité. Emeutes islamiques à Gazfa et en Galilée. Manipulation ou vague de fond ? Sionisme et angoisse démographique. L'affaire Sharon. Un intellectuel palestinien parle de la littérature israélienne. On peut se procurer ce bulletin chez : *Asmah*, 14 rue Monteuil, 75015 Paris.

France-pays arabes : n° 86. Mars 1980. Dossier spécial : « France qatar, une coopération exemplaire. Un abonnement documentation politique, économique et générale. Carte et illustration.

Trois documents : Islam et arabité. Un voyage au Soudan. Parloir fanatisme.

Bientôt un nouveau mensuel dans le pays de Rouen. Souhaitons leur un grand bravo pour qu'ils puissent réussir.

*L'Omnibus* : sera un magazine de conception nouvelle, dont l'ambition sera de devenir le grand hebdo local d'information et d'expression qui manque à la cité rouennaise.

Omnibus : BP 23 76710 Montville.

Le festival annuel et international des Films de Femmes à Sceaux du 22 au 30 mars 1980 au Centre d'action culturelle 49 avenue de Clémenceau - Sceaux. Tél. : 660 05 64.

**Télévision**

*Emission Mosaïque* : dimanche 30 mars. Emission enregistrée en public au parc des expos d'Orléans. « A Saint Malo », reportage en Bretagne, région où il y a très peu d'immigrés. Artistes : *José Ropo* chanteur espagnol. Le magicien *Kassagi* (Tunisie), groupe turc de Chalette-sur-Loing. Le groupe folklorique portugais « *Rouda Minhota* ».

FR3 1° avril 80 à 19 heures : être femme dans cette société : les femmes et l'isolement et des possibilités de la dépasser, intervention au cours de l'émission des femmes de la librairie-café « carabosse », du collectif « les murs prennent la parole », la troupe de théâtre « *Er-rhila* », une femme d'une cité de la banlieue parisienne et *Chantal Sauvolle* qui chante notre histoire.

Pour obtenir des informations sur tous les lieux de femmes qui existent en France, deux adresses seront données à la fin de l'émission : Carabosse, 58 rue de la Roquette 75011 Paris. Tél. : 700 13 06 de 14 à 20 heures. Agence Femmes Information 104 bld Saint Germain 75006 Paris. Tél. : 233 43 71 et 326 36 33.

**ANNONCES**

Annonces : Le centre socio-culturel Albert Doyew. Le centre artistique de Sidi Fredj. La maison des Arts et de la Culture A. Malraux de Créteil, organisent le 3 et 4 mai dans le cadre de la quinzaine « sans frontière » un week end non stop de chants et musiques maghrébines à l'intention de toutes les formations « amateurs ». Le passage de ces troupes servira d'audition à une sélection pour le festival arabo-africain qui aura lieu à Sidi Fredj du 12 juillet au 14 août 1980. Les inscriptions sont prises jusqu'au 5 avril au centre socio-culturel Albert Doyew, 1 rue Albert Doyew 94000 Créteil. Tél. 207 22 73.

Quatre heures pour les Antilles : en soutien aux événements qui se sont déroulés en Martinique et en Guadeloupe, l'association culturelle de regroupement antillais et africain organise le samedi 29 mars à 19h 30 à la bourse du travail bd du Temple avec le soutien de l'union départementale des syndicats et l'union des démocrates antillais. Musique reggae, salsa...

Meeting : sur l'assassinat de *Abdelkader Ghrif* à Valenton le jeudi 27 mars à la salle des fêtes de Valenton. Projection du film « zone immigrée » réalisé par le collectif « mohammed » à Vitry.



# 1 an déjà

# 50 millions pour vivre



Nous avons pu au cours de nos parutions créer de nouvelles rubriques. Particulièrement : mémoire immigrée, et donner ainsi figure à cet immigré noyé dans la masse de ses frères ; reconstituer le puzzle de toutes nos luttes ; des foyers SONACOTRA en passant par la grève des travailleurs. Turcs, des africains des Tuileries de Marseille, des crimes racistes jusqu'à nos luttes quotidiennes.

Nous avons fait écho aux luttes qui se mènent dans nos pays d'origine ; luttes pour les droits de l'Homme : campagne pour les prisonniers politiques au Maroc au Portugal, et en Afrique Noire, au Cameroun notamment.

Les lois de ce pays interdisent aux étrangers soit quatre millions d'invidus de posséder leur propre organe de presse. Malgré cela Sans Frontière existe. Il est composé, produit, écrit et réalisé par des immigrés de différentes nationalités. Nous pensons que ce journal doit permettre la reconnaissance du droit à l'expression pour 4 millions d'invidus qui vivent, travaillent et meurent ici en France. Nous ne répéterons jamais assez que ce journal est indépendant de toute organisations politiques ou pouvoir... Il n'est financé que par ses lecteurs et amis du journal. Toute l'équipe du journal travaille bénévolement ; c'est dire tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Malgré cela, vos témoignages le prouvent, Sans Frontière a montré sa capacité d'organe d'informations à part entière. Ce projet reste fragile. Dans le dernier numéro nous avons lancé un appel pour 50 millions de francs qui nous garantissent un fonctionnement cohérent. Nous le renouvelons aujourd'hui. Des bons de soutien sont disponibles dans nos rédactions 35 rue Stéphenson, Paris 18ème.



**RE-ABONNEZ-VOUS**

Avis à nos lecteurs, au vu de notre situation financière, pour les convaincus (et si vous voulez le recevoir encore), il est urgent de vous ré-abonner, en tout cas pour ceux qui le sont déjà... Pour les autres, il suffit de le faire. Alors, n'attendez plus, ré-abonnez-vous.

**Fête à Sans Frontière**

Abonnements, ré-abonnements, souscriptions nous permettent jusqu'à maintenant de financer le journal. Un moyen agréable de trouver de l'argent est l'organisation d'un gala de soutien. Nous faisons appel à tous nos amis artistes et créateurs. Nous préparons pour fin avril, La Fête du Journal.

